



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

Laws

Codes

HARVARD LAW LIBRARY



3 2044 061 588 893

60

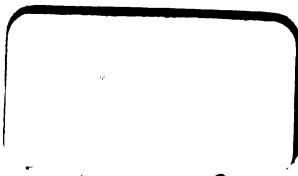
Laws Codes

Ad. Oct. 1915.



HARVARD LAW LIBRARY

Received *May 14. 1915*



Biblioteca forense
de
Vizcarra
Sección de derecho criminal
Número 15

CÓDIGO PENAL DEL PERÚ.

LIMA. — IMPRENTA DEL MERCURIO, ETC.

Oct. 11.

146

x

c

CÓDIGO PENAL DEL PERÚ.



EDICION OFICIAL.



LIMA

IMPRENTA CALLE DE LA RIFA, 58.

1863.

S
PERU
380
E 63

MAY 14 1915

Lima, 6 de setiembre de 1856.

Excmo. Señor :

LA CONVENCION NACIONAL

HA RESUELTO :

Nombrar una Comision de cinco individuos de dentro ó fuera de su seno, para que revise el Código penal y forme el de Procedimientos en materia criminal, y los presente á la inmediata Legislatura; señalándoseles, durante sus labores, las dietas correspondientes á los Representantes de la Nacion.

Lo comunicamos á V. E. para su conocimiento y demás fines.

Dios guarde á V. E.

MIGUEL SAN ROMAN, Presidente ; JOSE RAMOS, Secretario ; JOSÉ LUIS QUIÑONES, Secretario.

EXCMO. SR. LIBERTADOR, Presidente de la República.

Lima, setiembre 6 de 1856.

Cúmplase, comuníquese y publíquese.— Rúbrica de S. E.— *Mar.*

REPÚBLICA PERUANA. — SECRETARÍA DE LA CONVENCION NACIONAL.

Lima, á 6 de abril de 1857.

AL SEÑOR MINISTRO DE JUSTICIA.

La Convencion Nacional, en conformidad de la resolucion expedida en 6 de setiembre de 1856, procedió á elegir los miembros que deben componer la Comision revisora del Código penal y que formé el de Procedimientos en materia criminal; y han sido electos para desempeñar este cargo los Señores :

Dr. D. José Simeon Tejeda ;
Dr. D. José Galvez ;
D. Santiago Tavera ;

Dr. D. Ignacio Noboa y Benavides, y
Dr. D. Tomás Lamas.

Que tenemos el honor de poner en conocimiento de V. S.

Dios guarde á V. S.

PIO B. MESA; MANUEL J. CORCUERA.

Lima, mayo 8 de 1861.

EXCMO. SEÑOR :

El Congreso, conociendo la necesidad de que los proyectos del Código penal y de Procedimientos en materia criminal, sean revisados y examinados nuevamente, en virtud de las observaciones hechas por la Excelentísima Corte Suprema de Justicia, y de la precision de ponerlos de acuerdo con la Constitucion política del Estado; y atendiendo á que la proximidad de la clausura del Congreso no permite á las comisiones interiores de las Cámaras practicar este exámen; ha resuelto nombrar una Comision Codificadora, con el objeto de que se ocupe de la revision de los expresados Códigos, y de que los presente á la próxima Legislatura ordinaria, para su sancion definitiva; y en consecuencia ha elegido miembros de ella á los Señores :

Dr. D. Manuel Macedo ;
Dr. D. José Silva Santistéban ;
Dr. D. Juan de la Cruz Lizárraga, — por parte del Senado ;
y por parte de la Cámara de Diputados á los Señores :
Dr. D. José María Perez ;
Dr. D. Epifanio Serpa ;
Dr. D. Isaac Suero, y
Dr. D. Evaristo Gomez Sanchez.

Tenemos el honor de comunicarlo á V. E. para su inteligencia y fines consiguientes.

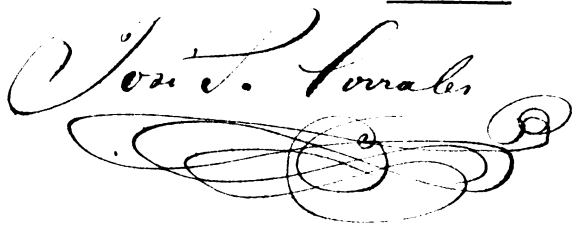
Dios guarde á V. E.

PEDRO DIEZ CANSECO, *Vice-Presidente del Senado*; ANTONIO ARENAS, *Presidente de la Cámara de Diputados*; JOSÉ H. CORNEJO, *Secretario del Senado*; MANUEL ANTONIO ZÁRATE, *Diputado Secretario*.

Al EXCMO. SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA.

Lima, 18 de mayo de 1861.

Cúmplase, comuníquese y publíquese. — Rúbrica de L. E. — Oviedo.



EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA.

Por cuanto el Congreso ha dado la ley siguiente :

EL CONGRESO DE LA REPUBLICA PERUANA

CONSIDERANDO :

Que es universalmente sentida la necesidad de una legislación patria en materia penal,

HA DADO LA LEY SIGUIENTE :

ARTÍCULO 1º. Quedan aprobados los proyectos de los Códigos penal y de Enjuiciamientos en materia penal, revisados por la Comisión nombrada al efecto en diez y ocho de mayo de mil ochocientos sesenta y uno.

ART. 2º. El primero de enero de mil ochocientos sesenta y tres, se efectuará la promulgación solemne de los referidos Códigos, en esta capital por el Presidente de la República, y en las de cada Departamento, Provincia litoral, Provincia y Distrito, por los respectivos Prefectos, Sub-Prefectos y Gobernadores; y al siguiente día principiarán á regir en toda la República.

ART. 3º. El Ejecutivo mandará hacer una edición de estos Códigos, para distribuirlos entre los diversos Tribunales y Juzgados y venderlos al público por el costo.

ART. 4º. La Comisión revisora se encargará de dirigir la impresión y cuidar de la pureza y exactitud del texto.

ART. 5º. No podrá concederse privilegio para la edición ni para el expendio de estos Códigos; quedando á cargo del Ejecutivo cuidar de que se conserve la fidelidad del texto.

Comuníquese al Poder Ejecutivo para que disponga lo necesario á su cumplimiento.

Dado en Lima á los veintitres días del mes de setiembre del año de mil ochocientos sesenta y dos.

JOSÉ SILVA SANTISTÉBAN, *Vice-Presidente del Senado*;
JOSÉ MARÍA PÉREZ, *Presidente de la Cámara de Diputados*;
FRANCISCO CHAVEZ, *Secretario*;
EPIFANIO SERPA, *Diputado Secretario*.

AL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA.

Por tanto : mando se imprima, publique y circule, y se le dé el debido cumplimiento.

Dado en Lima , á 1º. de octubre de 1862.

RAMON CASTILLA ; JUAN OVIEDO.

Lima, enero 5 de 1863.

EXCMO. SEÑOR :

El Congreso, en atencion á las dificultades que han sobrevenido relativamente á la edicion de los Códigos en materia penal, ha resuelto que su promulgacion se verifique el 1º. de marzo próximo ; y que el Código penal se venda á cuatro reales ejemplar, y el de Enjuiciamientos á dos.

Lo comunicamos á V. E. para su cumplimiento.

Dios guarde á V. E.

JOSÉ SILVA SANTISTEBAN, *Vice-Presidente del Senado*;
JOSÉ MARÍA PEREZ, *Presidente de la Cámara de Diputados* ; FRANCISCO CHAVEZ, *Senador Secretario* ;
BENIGNO DE LA TORRE, *Diputado Secretario*.

EXCMO. SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA.

Lima, á 7 de enero de 1863.

Cúmplase y publíquese. — Rúbrica de S. E. — *Vidaurre*.

Lima, á 20 de enero de 1863.

Estando terminada la impresion de los Códigos en materia penal, y debiéndose garantizar la autenticidad de su texto ; se declara que solo se considera como edicion oficial la que lleve la rúbrica del Ministro de Justicia. — Rúbrica de S. E. — *Vidaurre*.

José P. Sorallo



CÓDIGO PENAL.

LIBRO PRIMERO

De los delitos, de los delincuentes y de las penas en general.

SECCION PRIMERA.

DE LOS DELITOS Y DE LAS FALTAS EN GENERAL.

ARTICULO 1º. — Las acciones ú omisiones voluntarias y maliciosas, penadas por la ley, constituyen los delitos y las faltas.

Los delitos se castigan con penas graves; las faltas, con penas leves.

ART. 2º. — Toda accion ú omision penada por la ley se reputa voluntaria y maliciosa, mientras no se pruebe lo contrario.

ART. 3º. — Hay delito frustrado, cuando perpetrado el hecho criminal no produce el mal que se propuso el culpable, por causas independientes de su voluntad.

Hay conato ó tentativa, cuando se comienza y no se concluye la ejecucion directa del hecho criminal.

Hay actos preparatorios, cuando antes de dar principio á la ejecucion directa del delito, practica el culpable algunos hechos como medios para perpetrarlo.

Hay confabulacion, cuando algunas personas se conciertan para cometer el delito, celebrando con tal fin dos ó mas reuniones.

ART. 4º. — Merecen pena, á mas del delito consumado, el frustrado y la tentativa.

La merecen tambien los actos preparatorios, cuando media confabulacion.

Las faltas solo la merecen, cuando han sido consumadas.

ART. 5º. — En los casos de confabulacion ó tentativa, quedará exento de pena el delincuente, si acredita que suspendió la ejecucion del delito por su propia voluntad, antes de causar daño.

ART. 6º. — La ignorancia de la ley penal no exime de responsabilidad al delincuente.

ART. 7º. — El delito es punible, aunque varíe el mal que el delincuente quiso causar, ó sea distinta la persona á quien se propuso ofender.

SECCION SEGUNDA.

DE LAS CIRCUNSTANCIAS QUE EXTINGUEN O MODIFICAN
LA RESPONSABILIDAD GENERAL.

TÍTULO I.

DE LAS CIRCUNSTANCIAS QUE EXIMEN DE RESPONSABILIDAD CRIMINAL.

ART. 8º. — Están exentos de responsabilidad criminal :

1°. El que cometa el hecho criminal en estado de demencia ó locura :

2°. El menor de nueve años :

3°. El mayor de nueve y menor de quince años, á no ser que se pruebe que obró con discernimiento :

4°. El que obra en defensa de su persona ó derechos, ó de la persona ó derechos de su cónyuge, ascendientes ó descendientes, parientes colaterales dentro del cuarto grado, ó afines dentro del segundo; siempre que concurren las tres circunstancias siguientes : 1ª. Agresion ilegítima : 2ª. Necesidad racional del medio empleado para impedir la ó repelerla : 3ª. Falta de provocacion suficiente de parte del que hace la defensa :

5°. El que obra en defensa de la persona ó derechos de un extraño, si concurren las circunstancias expresadas en el inciso anterior, y la defensa no se hace por odio, venganza ú otro motivo innoble :

6°. El que con ocasion de practicar un acto lícito, en el cual puso la debida diligencia, causa mal por mero accidente :

7°. El que en la propiedad ajena causa un mal por evitar otro mayor, siempre que este sea efectivo, y no pueda emplear otro medio menos perjudicial :

8°. El que obra violentado por una fuerza irresistible, ó amenazado con un mal inminente y grave, superior ó igual al que se le induce á causar, siempre que el delito se cometa durante la fuerza ó la amenaza.

9°. El que procede en el ejercicio legítimo de su empleo, oficio ó autoridad :

10°. El que obra en virtud de obediencia debida á un superior, siempre que este proceda en uso de sus atribuciones, y concurren los requisitos exigidos por las leyes para que la orden sea obedecida.

11°. El que incurre en la omision de un deber por impedimento legítimo ó insuperable.

TÍTULO II.

DE LAS CIRCUNSTANCIAS QUE ATENUAN LA RESPONSABILIDAD CRIMINAL.

ART. 9°. — Son circunstancias atenuantes :

1°. Las comprendidas en el título anterior, cuando no concurren en ellas todos los requisitos necesarios para eximir de responsabilidad, ó no sean plenamente probadas :

2°. Ser el delincuente menor de diez y ocho años y mayor de quince :

3°. Ser menor de quince años, en el caso de probarse que obró con discernimiento :

4°. Haber cometido el delito á consecuencia de amenaza ó provocacion inmediata de parte del ofendido :

5°. Haberlo cometido en vindicacion de una ofensa grave, inferida por el ofendido al culpable, ó á su cónyuge, ó á cualquiera de sus ascendientes, descendientes, hermanos ó afines en los mismos grados :

6°. Haber ejecutado el delito á consecuencia de la seduccion de un superior por razon de influjo ó autoridad :

7°. Haberlo cometido en estado de embriaguez, á no ser que el culpable se hubiese embriagado de propósito para perpetrarlo :

8°. Cometerlo bajo la influencia de impresiones tan violentas que produzcan arrebató ú obcecacion.

TÍTULO III.

DE LAS CIRCUNSTANCIAS QUE AGRAVAN LA RESPONSABILIDAD CRIMINAL.

ART. 10. — Son circunstancias agravantes :

1ª. Cometer el delito contra la persona de un ascendiente, ó la de un superior que respecto del delincuente ejerza autoridad legítima :

2ª. Ejecutarlo con detenida premeditacion ó alevosía :

3ª. Perpetrarlo por recompensa prometida ó por precio recibido :

4ª. Aumentar deliberadamente el mal del delito, con daños innecesarios para su ejecucion :

5ª. Agregar el escarnio y la ignominia á los efectos naturales del delito :

6ª. Ejecutarlo por medio de inundacion, incendio, veneno, explosion ó ruina :

7ª. Cometerlo aprovechando de los conflictos de naufragio, terremoto, tumulto popular, ú otra calamidad ó desgracia :

8ª. Cometerlo abusando de la autoridad ó influencia que el delincuente ejerza sobre el ofendido, ó de la confianza que este hubiese puesto en aquel :

9ª. Ejecutarlo como medio para cometer otro.

10ª. Cometerlo valiéndose de la cooperacion de otras personas, para asegurar su ejecucion, ó proporcionarse la impunidad :

11ª. Ejecutarlo de noche, en despoblado, en los caminos, ó en la morada del ofendido :

12ª. Cometerlo en lugar sagrado, ó en el que la autoridad esté ejerciendo sus funciones :

13ª. Ejecutarlo incurriendo en grave ingratitud para con el ofendido, ó contra personas que merezcan res-

peto y consideraciones por su dignidad, sexo, edad, estado de salud, ó debilidad física :

14ª. Ser el culpable reincidente en delito de la misma naturaleza, ó consuetudinario, aunque sea en otros de diversa especie.

SECCION TERCERA.

DE LA RESPONSABILIDAD DE LOS DELINCUENTES.

TÍTULO I.

DE LOS QUE TIENEN RESPONSABILIDAD CRIMINAL.

ART. 11. — Son responsables criminalmente del delito ó falta :

1º. Los autores :

2º. Los cómplices :

3º. Los encubridores.

ART. 12. — Son autores :

1º. Los que perpetran el hecho criminal :

2º. Los que deciden su ejecucion y la efectúan por medio de otros.

ART. 13. — Son considerados como autores, los que coadyuvan de un modo principal y directo á la ejecucion del hecho criminal, practicando maliciosamente algun acto, sin el cual no habria podido perpetrarse el delito.

ART. 14. — En los delitos por omision son considerados como autores, los que dejan de hacer lo que manda la ley penal, y los que causan la omision ó cooperan á ella del modo expresado en el artículo anterior.

ART. 15. — Son cómplices, los que indirecta y

secundariamente cooperan á la ejecucion del delito, por medio de actos anteriores ó simultáneos.

ART. 16. — Son encubridores, los que sin ser autores ni cómplices de un delito, intervienen en él despues de perpetrado, á sabiendas, y de alguno de los modos siguientes :

1°. Aprovechándose ó auxiliando á los autores ó cómplices para que se aprovechen de los efectos del delito :

2°. Destruyendo ú ocultando el cuerpo del delito, sus vestigios, ó los instrumentos con que se cometió, á fin de impedir su descubrimiento :

3°. Ocultando á los autores ó cómplices, ó facilitándoles la fuga.

ART. 17. — Está exento de responsabilidad criminal, el encubridor de su cónyuge ó de sus ascendientes, descendientes, hermanos ó afines en los mismos grados, á menos que se halle comprendido en el primer inciso del artículo anterior.

TÍTULO II.

DE LOS QUE TIENEN RESPONSABILIDAD CIVIL.

ART. 18. — Todos los que son responsables en lo criminal, lo son tambien civilmente.

ART. 19. — Los exceptuados de la responsabilidad criminal por los artículos 8°. y 17, no lo están de la civil, que se hará efectiva en la forma siguiente :

1°. Por el loco ó demente responderán sus guardadores, á no ser que estos prueben no haber tenido culpa ni sido negligentes en el cumplimiento de sus deberes. En este caso, se hará efectiva la responsabilidad con los bienes propios del loco ó demente, lo

mismo que cuando no tenga guardador, ó este carezca de bienes :

2º. Por los menores de quince años responderán el padre, la madre ó los guardadores, en los mismos términos del inciso anterior :

3º. Cuando se declare la responsabilidad civil del loco, demente ó menor de quince años, se les dejará á salvo el beneficio de competencia, conforme á las leyes civiles :

4º. La responsabilidad que resulte de haberse causado un mal menor por evitar otro mayor, se hará efectiva en justa proporción con los bienes de todos los que hubiesen reportado el beneficio.

Si la proporción no pudiese fijarse con exactitud, la regulará el juez segun su prudente arbitrio :

5º. Por los que delinquen á consecuencia de miedo grave ó de fuerza irresistible, responden los que causaron el miedo ó hicieron la fuerza; pero en el caso de miedo, responderá tambien subsidiariamente el que lo sufrió.

ART. 20. — Los patrones, maestros ó directores de empresas industriales, responderán subsidiariamente, por sus domésticos, oficiales, aprendices ó dependientes que delinquieren en el desempeño de sus obligaciones.

ART. 21. — Tambien tienen responsabilidad civil subsidiaria los directores de establecimientos públicos, como posadas, fondas, baños, casas de recreo ú otras semejantes, por los delitos cometidos dentro de ellas, siempre que por su parte hayan dado ocasion infringiendo los reglamentos de policía.

ART. 22. — Los posaderos restituirán las cosas hurtadas ó su valor, cuando el hurto se hubiese cometido en la posada, y el dueño de lo hurtado hubiese puesto sus efectos bajo la inspección de aquellos.

En caso de robo con intimidacion ó violencia, responderá tambien el posadero, si el que lo cometió es dependiente suyo.

SECCION CUARTA.

DE LAS PENAS.

TÍTULO I.

DE LAS PENAS Y DE SU DURACION.

ART. 23. — Las únicas penas que pueden imponerse son las siguientes :

Penas graves.

- La de muerte.
- La de penitenciaria.
- La de cárcel.
- La de reclusion.
- La de arresto mayor.
- La de expatriacion.
- La de confinamiento.
- La de inhabilitacion absoluta.
- La de inhabilitacion especial.
- La de destitucion de empleo ó cargo.
- La de suspension de empleo, cargo ó derechos políticos.
- La de multa.

Penas leves.

- La de arresto menor.
- La de multa.
- La de reprension.
- La de caucion.

ART. 24. — Las penas accesorias que por su naturaleza ó por ministerio de la ley van unidas á otras principales, son :

La interdiccion civil.

La inhabilitacion.

La pérdida de los instrumentos con que se cometió el delito.

El pago de daños, gastos y costas procesales.

La de sujecion á la vigilancia de la autoridad.

ART. 25. — No se reputa pena, la detencion ni la prision de los reos durante el juicio, ni la suspension ó separacion del empleo ó cargo público que las autoridades ordenen en uso de sus atribuciones.

ART. 26. — Cuando la ley varíe la pena antes de pronunciarse la sentencia que cause ejecutoria, la variacion aprovechará al reo si le fuere favorable, pero no le dañará en caso de serle adversa.

ART. 27. — El perdon de la parte ofendida no extingue la accion del Ministerio Fiscal, en las causas que deban seguirse de oficio.

Tampoco extingue la accion civil del condonante, si no la renuncia expresamente.

ART. 28. — La duracion de las penas es la siguiente :

Penitenciaria, de cuatro á quince años.

Expatriacion é inhabilitacion absoluta y especial, de uno á quince años.

Cárcel, reclusion, confinamiento y suspension de derechos políticos, de cuatro meses á cinco años.

Suspension de empleo ó cargo, de un mes á dos años.

Sujecion á la vigilancia de la autoridad, de seis meses á cinco años.

Arresto mayor, de cuarenta dias á seis meses.

Arresto menor, de dos á treinta dias.

ART. 29. — Cuando se imponga á un funcionario la pena de suspension por un tiempo mayor del que deba ejercer el cargo, se completará la condena con inhabilitacion para igual cargo.

ART. 30. — Las penas accesorias duran tanto como las principales, salvos los casos en que la ley dispone otra cosa.

ART. 31. — En caso de duda sobre el modo de computar la duracion de la pena, se resolverá en favor del reo.

TÍTULO II.

DE LOS GRADOS Y TÉRMINOS EN QUE SE DIVIDEN LAS PENAS.

ART. 32. — La pena de penitenciaria se divide en cuatro grados; y las de expatriacion, inhabilitacion, cárcel, reclusion, confinamiento, suspension de derechos y arresto mayor y menor, en cinco.

Penitenciaria.

Primer grado	6 años
Segundo grado.....	9 »
Tercer grado.....	12 »
Cuarto grado	15 »

Expatriacion é inhabilitacion.

Primer grado	3 años
Segundo grado.....	6 »
Tercer grado.....	9 »
Cuarto grado	12 »
Quinto grado	15 »

Cárcel, reclusion, confinamiento y suspension de derechos políticos.

Primer grado	1 año
Segundo grado.....	2 años
Tercer grado.....	3 »
Cuarto grado	4 »
Quinto grado.....	5 »

Arresto mayor.

Primer grado.....	2 meses
Segundo grado.....	3 »
Tercer grado.....	4 »
Cuarto grado	5 »
Quinto grado.....	6 »

Arresto menor.

Primer grado.....	6 días
Segundo grado.....	12 »
Tercer grado.....	18 »
Cuarto grado.....	24 »
Quinto grado.....	30 »

ART. 33. — Cada grado consta de tres términos : máximo, medio y mínimo.

En la penitenciaria, expatriacion é inhabilitacion, cada término es de un año.

En la cárcel, reclusion, confinamiento y suspension de derechos políticos, cada término es de cuatro meses.

En el arresto mayor, cada término es de diez dias; y en el menor, de dos.

ART. 34. — Los grados y términos á que se refieren los dos artículos precedentes se manifiestan en las siguientes escalas :

ESCALA NUM. 4.

Para la pena de penitenciaría.

GRADOS.	TÉRMINO MÍNIMO.	TÉRMINO MEDIO.	TÉRMINO MÁXIMO.
I.	4 años.	5 años.	6 años.
II.	7 »	8 »	9 »
III.	10 »	11 »	12 »
IV.	13 »	14 »	15 »

ESCALA NUM. 2.

Para las penas de expatriación é inhabilitación absoluta y especial.

GRADOS.	TÉRMINO MÍNIMO.	TÉRMINO MEDIO.	TÉRMINO MÁXIMO.
I.	1 año.	2 años.	3 años.
II.	4 años.	5 »	6 »
III.	7 »	8 »	9 »
IV.	10 »	11 »	12 »
V.	13 »	14 »	15 »

ESCALA NUM. 3.

Para las penas de cárcel, reclusión, confinamiento y suspensión de derechos políticos.

GRADOS.	TÉRMINO MÍNIMO.	TÉRMINO MEDIO.	TÉRMINO MÁXIMO.
I.	4 meses.	8 meses.	1 año.
II.	16 »	20 »	2 años.
III.	28 »	32 »	3 »
IV.	40 »	44 »	4 »
V.	52 »	56 »	5 »

ESCALA NUM. 4.

Para la pena de arresto mayor.

GRADOS.	TÉRMINO MÍNIMO.	TÉRMINO MEDIO.	TÉRMINO MÁXIMO.
I.	40 dias.	50 dias.	2 meses.
II.	70 »	80 »	3 »
III.	100 »	110 »	4 »
IV.	130 »	140 »	5 »
V.	160 »	170 »	6 »

ESCALA NUM. 5.

Para la pena de arresto menor.

GRADOS.	TÉRMINO MÍNIMO.	TÉRMINO MEDIO.	TÉRMINO MÁXIMO.
I.	2 dias.	4 dias.	6 dias.
II.	8 »	10 »	12 »
III.	14 »	16 »	18 »
IV.	20 »	22 »	24 »
V.	26 »	28 »	30 »

TÍTULO III.

DE LAS PENAS QUE LLEVAN CONSIGO OTRAS ACCESORIAS.

ART. 35. — La pena de penitenciaria lleva consigo :

1º. Inhabilitacion absoluta por el tiempo de la condena y por la mitad mas despues de cumplida :

2º. Interdicción civil por el tiempo de la condena :

3º. Sujeción á la vigilancia de la autoridad de uno á cinco años despues de cumplida la pena, segun el

grado de correccion y buena conducta que hubiere observado el reo durante su condena.

ART. 36. — Las penas de expatriacion y confinamiento llevan consigo :

1º. Inhabilitacion absoluta durante la condena :

2º. Sujecion á la vigilancia de la autoridad de seis meses hasta dos años, despues de cumplida la pena.

ART. 37. — Las penas de cárcel y reclusion llevan consigo :

1º. Inhabilitacion absoluta é interdiccion civil, durante la condena :

2º. Sujecion á la vigilancia de la autoridad por la mitad del tiempo de la condena, despues de cumplida esta.

ART. 38. — El arresto mayor lleva consigo la suspension, durante la condena, del cargo público que se ejercia, y de los derechos de elegir, ser elegido y obtener empleos.

ART. 39. — El indulto de la pena no exime al sentenciado de la vigilancia de la autoridad, ni le rehabilita para ejercer cargos públicos ó derechos políticos, á no ser que expresamente se le otorgue la exencion ó rehabilitacion.

El indulto de la pena de muerte produce inhabilitacion absoluta y sujecion á la vigilancia de la autoridad por diez años.

ART. 40. — La inhabilitacion absoluta y especial, cuando sean penas principales, se aplicarán en los grados y términos designados en su correspondiente escala.

SECCION QUINTA.

DE LA APLICACION DE LAS PENAS.

TÍTULO I.

DISPOSICIONES GENERALES.

ART. 41. — Para la aplicacion de las penas se consideran como una serie los grados y términos en que cada una de ellas está dividida.

ART. 42. — Las penas de muerte, penitenciaria y cárcel, forman tambien escala descendiente, así como las de reclusion, arresto mayor y arresto menor.

ART. 43. — Cuando la ley agrava la pena en un grado, se aplica el grado superior en el mismo término en que está la pena agravada : cuando disminuye la pena en un grado, se aplica igualmente el grado inferior en el término correlativo mínimo, medio ó máximo.

Quando la atenuacion ó agravacion es de un término, se aplica el inmediato anterior ó posterior.

ART. 44. — Cuando la ley señala simplemente una pena á un delito, se entiende que es al autor de delito consumado.

Si no determina el grado de la pena, se entiende que es el tercero.

Si no señala término, se entiende que es el máximo.

ART. 45. — Al culpable de dos ó mas delitos se le impondrá la pena correspondiente al delito mas grave, considerándose los demás como circunstancias agravantes.

ART. 46. — Al autor de delito frustrado se le aplicará la pena que la ley señale al delito consumado, disminuida en un grado.

ART. 47. — Al autor de tentativa ó confabulacion se le aplicará la pena señalada al autor de delito consumado, disminuida en dos grados.

En el caso del artículo 5º., si resultase daño, se castigará al autor de tentativa en proporcion al mal causado.

ART. 48. — Los cómplices de delito consumado, de delito frustrado y de tentativa ó confabulacion, sufrirán la pena que respectivamente merezcan los autores, disminuida en un grado.

ART. 49. — Los encubridores de delito consumado, de delito frustrado y de tentativa ó confabulacion, sufrirán respectivamente en la escala inferior el mismo grado de pena que los cómplices.

ART. 50. — Cuando la disminucion de pena de que tratan los artículos precedentes, no pueda hacerse en el órden que queda establecido en ellos, se verificará segun el prudente arbitrio del juez.

ART. 51. — Los Jueces y Tribunales al aplicar la pena principal designarán expresamente las accesorias.

ART. 52. — En los delitos de traicion, rebelion y sedicion, se castigará la tentativa como delito consumado.

ART. 53. — No podrá imponerse multa sino en los casos especificados por la ley; para su aplicacion, los jueces y tribunales considerarán no solo la gravedad del delito, sino tambien la renta del culpable y su calidad de autor, cómplice ó encubridor, no pudiendo exceder la cantidad que se imponga de la quinta parte de la renta del culpable.

Si este no pudiese ó rehusare pagar la multa, su-

frirá arresto, según el prudente arbitrio del juez.

ART. 54. — Las disposiciones generales de este título no tendrán efecto cuando la ley señale penas especiales.

TÍTULO II.

DE LA APLICACION DE LAS PENAS SEGUN LAS CIRCUNSTANCIAS QUE MODIFICAN LA RESPONSABILIDAD CRIMINAL.

ART. 55. — No se aumentará la pena, cuando las circunstancias que el artículo 10 señala como agravantes, formen parte constitutiva del delito, ni cuando la ley al describirlo y penarlo haga mención de dichas circunstancias.

ART. 56. — Las circunstancias agravantes ó atenuantes que resulten del estado moral ó intelectual del reo, ó de sus relaciones con el ofendido, solo atenuan ó agravan las penas de los delincuentes en quienes concurren.

ART. 57. — Cuando concurren, una, dos ó tres circunstancias agravantes ó atenuantes en un delito, se aumentará ó disminuirá la pena respectivamente, en uno, dos ó tres términos; pero en ningún caso se aumentarán ni disminuirán mas de tres términos, aunque sean muchas las circunstancias agravantes ó atenuantes.

ART. 58. — Cuando concurren circunstancias atenuantes en un homicidio, al cual señale la ley pena de muerte, se convertirá esta en el cuarto grado de penitenciaría.

ART. 59. — Cuando las circunstancias agravantes ó atenuantes consistan en los medios, ó en el modo de ejecutar el delito, se aumentará ó disminuirá la pena solo respecto de los delincuentes que tuvieron

conocimiento de aquellas circunstancias al tiempo de la ejecucion.

ART. 60. — En los casos del inciso 1º. artículo 9º., lo mismo que cuando el reo hubiese delinquido por imprudencia temeraria ó descuido punible ó fuere menor de quince años que obró con discernimiento, la atenuacion de la pena se verificará prudencialmente por el juez, debiendo rebajarse á lo menos dos grados.

ART. 61. — Si concurren á un mismo tiempo circunstancias agravantes y atenuantes, las compensará el juez segun su prudente juicio.

TÍTULO III.

DE LA APLICACION DE LA PENA AL REO QUE QUEBRANTA LA SENTENCIA.

ART. 62. — Quebranta la sentencia :

1º. El reo que fuga despues de ejecutoriada aquella y antes de començar á sufrir la condena :

2º. El que fuga durante el cumplimiento de la pena.

ART. 63. — Al reo comprendido en el párrafo 1º. del artículo precedente, se le agravará la pena con la duracion de un término.

Al reo comprendido en el párrafo 2º., se le agravará la pena con la quinta parte del tiempo que le faltaba para cumplirla.

ART. 64. — Al que quebre las penas de expatriacion, confinamiento, ó sujecion á la vigilancia de la autoridad, se le agravará la pena con arresto mayor en segundo grado, obligándosele despues á completar la primitiva condena, bajo de fianza.

En caso de reincidencia completará el tiempo de su condena en reclusion.

ART. 65. — La aplicación de las penas de que trata este título, se verificará sin más trámite que la comprobación de la identidad del reo.

TÍTULO IV.

DE LA EJECUCION DE LAS PENAS.

ART. 66. — No puede ejecutarse ninguna pena sino en el modo y forma que la ley prescribe, y después de hallarse ejecutoriada la sentencia.

ART. 67. — La ejecución de la pena solo se suspenderá, en caso de locura ú otra enfermedad grave legalmente reconocida, hasta que se restablezca el delincuente en un hospital ú otro lugar seguro.

ART. 68. — La pena de muerte se ejecutará fusilando al delincuente en el lugar del juicio.

ART. 69. — Se suspenderá la ejecución de la pena de muerte en la mujer preñada, hasta cuarenta días después del parto; y en el que hubiese perdido madre, padre, hijo ó cónyuge, hasta quince días después del fallecimiento. En estos casos no se hará saber la sentencia, sino cuando hayan transcurrido los términos de la suspensión.

ART. 70. — Si muchos reos de un mismo delito fuesen sentenciados á muerte, se observarán las siguientes reglas :

1ª. El cabecilla será ejecutado siempre; asimismo el co-autor, si solamente fuese uno :

2ª. Si los autores, fuera del cabecilla, fuesen dos ó más, hasta diez inclusive, se sorteará uno para que sufra la pena junto con el cabecilla :

3º. Si los reos fuesen mas de diez, se sorteará uno por cada decena ; y si pasasen de cincuenta, se sortearán de tal modo que nunca sean ejecutados mas de cinco, fuera del cabecilla :

4º. Los reos que por las disposiciones anteriores salven de la pena de muerte, sufrirán penitenciaria en cuarto grado.

ART. 71. — La pena de penitenciaria se cumplirá en el establecimiento de este nombre, con sujeción á su reglamento especial.

ART. 72. — Las penas de cárcel y reclusion, se cumplirán en la capital del respectivo departamento, en las casas públicas denominadas Cárceles.

ART. 73. — Los condenados á cárcel, estarán sujetos al trabajo que se les imponga con sujecion al respectivo reglamento.

Los condenados á reclusion, se ocuparán en el trabajo que elijan dentro del establecimiento, siempre que sea compatible con las disposiciones reglamentarias.

ART. 74. — La pena de arresto mayor se cumplirá en la capital de la respectiva provincia, y la de arresto menor en la del distrito.

ART. 75. — El producto del trabajo de los condenados á penitenciaria, cárcel ó reclusion, se aplicará : en primer lugar á indemnizar el gasto que causen en el establecimiento : en segundo á satisfacer la responsabilidad civil ; y en tercero á procurarles algun auxilio y á formarles un ahorro , cuyo fondo se les entregará cumplida la condena.

ART. 76. — Las mujeres cumplirán las penas de cárcel, reclusion y arresto, en lugares ó departamentos distintos ó separados de los que correspondan á los hombres.

ART. 77. — La pena de expatriacion se ejecutará,

expulsando al condenado fuera de la República por el tiempo de la condena.

ART. 78. — La pena de confinamiento se cumplirá dentro del territorio de la República, en el pueblo ó provincia que elija el reo, con tal que diste del lugar donde se cometió el delito, cincuenta leguas por lo menos.

Si el reo prefiriese salir de la República, el confinamiento se convertirá en expatriacion por el mismo tiempo.

ART. 79. — La inhabilitacion absoluta produce :

1º. La pérdida del empleo ó cargo público que ejercia el penado , aunque provenga de eleccion popular :

2º. La incapacidad de obtener empleos públicos durante la condena :

3º. La privacion de todos los derechos políticos, activos y pasivos :

4º. La suspension durante la condena del derecho de solicitar jubilacion, cesantía ú otro goce análogo, por servicios anteriormente prestados.

ART. 80. — La inhabilitacion especial para empleo ó cargo público, produce la privacion del empleo ó cargo sobre que recae, y la incapacidad de obtener otro del mismo género durante la condena.

La inhabilitacion especial para derechos políticos, produce la incapacidad de ejercer durante la condena aquellos sobre que recae.

ART. 81. — La destitucion se cumple, privando al penado del empleo ó cargo público que ejercia.

ART. 82. — La suspension de empleo ó cargo público se cumple, impidiendo que el penado lo ejerza durante la condena.

La suspension de derechos políticos inhabilita para su ejercicio durante el tiempo de la condena.

ART. 83. — La interdiccion civil priva al penado, durante la condena, del derecho de patria potestad, de la representacion marital que le conceden las leyes civiles, de la administracion de sus bienes y del derecho de disponer de ellos por actos *inter vivos*, salvos los casos en que la ley limita estos efectos.

ART. 84. — La sujecion á la vigilancia de la autoridad impone al culpable los deberes siguientes :

1º. No variar de domicilio sin conocimiento de la autoridad encargada de su vigilancia :

2º. Presentarse á la autoridad en los dias que esta le designe :

3º. Darle cuenta de su ocupacion, y adoptar algun trabajo ú oficio si no tuviese renta para subsistir.

ART. 85. — La reprension se hará por el juez antes de la hora de despacho, á presencia del actuario de la causa y del ofendido ó de un testigo.

ART. 86. — La caucion se cumple, prestando fianza á satisfaccion del ofendido, ó del juez en caso de negativa temeraria; y la multa, erogando la cuota respectiva.

La multa se aplicará á indemnizar la responsabilidad civil, y si no la hubiere, ó fuere esta menor que aquella, á beneficio de las respectivas cárceles, en el todo ó en la parte excedente.

SECCION SEXTA.

DEL MODO DE HACER EFECTIVA LA RESPONSABILIDAD CIVIL.

ART. 87. — La responsabilidad civil establecida en el título 2º. seccion 3ª. de este libro, comprende :

1º. La restitution de la cosa :

2º. La reparacion del daño causado :

3º. La indemnizacion de perjuicios.

ART. 88. — La restitution se hará con la misma cosa, aunque se halle en poder de un tercero, salvo el derecho de este, si fuese inculpable, para reclamar su valor contra quien corresponda.

Si la cosa no existiese ó la hubiese ganado por prescripcion un tercer poseedor, la restitution se hará con el precio corriente de ella, agregándose el de estimacion si lo tuviere.

ART. 89. — La reparacion se hará, valorando la entidad del daño, por medio de peritos si fuere practicable, ó por el prudente arbitrio del juez.

Si el dueño prefiriese el valor total de la cosa, se procederá como en el párrafo final del artículo anterior, pasando la cosa á la propiedad del responsable.

ART. 90. — La indemnizacion de los perjuicios comprende, no solo los que se causaron al ofendido, sino tambien los que por razon del delito se hubiesen irrogado directamente á su familia ó á un tercero. Su regulacion se efectuará prudencialmente por el juez en defecto de prueba plena.

ART. 91. — La restitution, reparacion é indemni-

zacion, se llevarán á efecto por la via de apremio y pago.

ART. 92. — La responsabilidad civil grava solidariamente sobre todos los culpables.

El juez asignará, sin embargo, á cada delincuente la cuota proporcional que le corresponda, atendiendo á su culpabilidad y facultades y al lucro que hubiese reportado, á fin de que pueda pedir reintegro el que hiciese el pago.

ART. 93. — La responsabilidad civil pasa á los herederos del ofensor, y el derecho de exigirla se trasmite á los herederos del ofendido.

ART. 94. — La obligacion de indemnizar es preferente á todas las que contrajere el responsable despues de haber cometido el delito.

SECCION SÉPTIMA.

DE LA PRESCRIPCION EN MATERIA PENAL.

ART. 95. — El derecho de acusar prescribe :

Por delitos que merezcan pena de muerte, á los ocho años :

Por delitos que merezcan penitenciaría ó cárcel, á los cinco años :

Por los demás delitos en que el ministerio fiscal tiene obligacion de acusar, á los tres años :

Por los delitos en que no debe intervenir el ministerio fiscal, á los cien dias entre presentes, y al año entre ausentes :

Por las faltas, á los treinta dias.

ART. 96. — La pena de muerte prescribe á los diez y ocho años.

Las otras penas, por un tiempo igual al de la condena, con el aumento de dos años.

Las penas aplicadas por las faltas, á los seis meses.

La multa, á los cinco años.

ART. 97. — El término de la prescripción comienza á contarse : para las acusaciones desde el dia que se comete el delito : para las penas desde que se interrumpe su ejecución.

Si antes de vencido el término comete el reo otro delito de la misma especie, ó que merezca igual ó mayor pena, la prescripción queda sin efecto.

ART. 98. — La acción que procede de la responsabilidad civil, por delito ó faltas, prescribe á los diez años entre presentes y á los veinte entre ausentes.

En caso de muerte del responsable se observará lo dispuesto en el artículo 93.

LIBRO SEGUNDO.

De los delitos y de sus penas.

SECCION PRIMERA.

DE LOS DELITOS CONTRA LA RELIGION.

ART. 99. — La tentativa para abolir ó variar en el Perú la Religion católica, apostólica, romana, será castigada con expatriacion en primer grado.

Si de la tentativa resulta sedicion, motin ú otro delito que merezca pena mayor, se observará lo dispuesto en el artículo 45.

ART. 100. — El que celebre actos públicos de un culto que no sea el de la Religion católica, apostólica, romana, será castigado con reclusion en primer grado.

Si reincidiere, sufrirá expatriacion en primer grado.

ART. 101. — El que profane la Sagrada Forma de la Eucaristía, en el templo ó en cualquier otro lugar público, sufrirá reclusion en tercer grado.

ART. 102. — El que profane imágenes, vasos sa-

grados ú otros objetos destinados al culto, sufrirá reclusion en primer grado.

ART. 103. — El que violentamente y con escándalo impida el ejercicio del culto público, sufrirá reclusion en segundo grado.

ART. 104. — El que con palabras ó hechos escarnezca públicamente alguno de los ritos ó prácticas de la Religion, será castigado con arresto mayor en segundo grado y multa de diez á doscientos pesos.

ART. 105. — El que maltrate de obra á un sacerdote, en el templo ú otro lugar público, cuando se halle ejerciendo las funciones de su ministerio, sufrirá reclusion en primer grado.

Si le ofende con palabras, la pena será arresto en segundo grado.

Si el maltratamiento fuere de los que tienen pena determinada, se aplicará esta, aumentada en un grado.

ART. 106. — El que exhume cadáveres para mutilarlos ó profanarlos de cualquier otra manera, sufrirá cárcel en primer grado, si llega á consumir la mutilacion ó profanacion, y si no, arresto mayor en cuarto grado.

Si la exhumacion se verifica con cualquiera otro fin, sin licencia de la autoridad, se impondrá arresto mayor en primer grado.

ART. 107. — El que profane los templos ó cementerios con actos inmorales, sufrirá arresto mayor en primer ó segundo grado, ó multa de cincuenta á doscientos pesos segun la gravedad de la profanacion.

SECCION SEGUNDA.

DE LOS DELITOS CONTRA LA SEGURIDAD EXTERIOR DEL ESTADO.

TÍTULO I.

DE LOS DELITOS DE TRAICION A LA PATRIA.

ART. 108. — Cometen delito de traicion :

1°. El peruano que entregue ó trate de entregar su patria á una potencia extranjera :

2°. El peruano que tome las armas bajo banderas enemigas para atacar la independendencia ó la integridad de la patria :

3°. El peruano que entregue á otro Estado algun Departamento, Provincia ó Distrito, desmembrándolo del territorio nacional :

4°. El peruano que entregue á los enemigos de su patria alguna ciudad, fortaleza, ó fuerza armada naval ó terrestre :

5°. El peruano que incite á una potencia extranjera á hacer la guerra al Perú, ó se concierte con ella para tal objeto :

6°. El peruano que facilite á los enemigos de su patria la entrada en el territorio nacional.

ART. 109. — Los reos comprendidos en los incisos 1°. y 2°. del artículo precedente, serán condenados á expatriacion en quinto grado : los comprendidos en los demás incisos, á expatriacion en tercer grado.

ART. 110. — Cometen tambien delito de traicion :

1°. Los peruanos que favorezcan la toma de ciu-

dad, fortaleza, embarcacion, cuerpo de tropas ó almacenes de parque :

2°. Los peruanos que contribuyan á los progresos del enemigo de su patria, suministrándole municiones ù otros elementos de guerra :

3°. Los peruanos que revelen al enemigo noticias, ó le proporcionen documentos que conduzcan directamente á dañar al Perú :

4°. Los peruanos que proporcionen al enemigo planos de ciudad, fortaleza, puerto ó arsenal, ó mapas del territorio que hubiese invadido ó tratase de invadir :

5°. Los peruanos que directamente impidan ó embaracen, que las ciudades, fortalezas, puestos militares ó marítimos, embarcaciones ó escuadras de la República, reciban en tiempo de guerra los auxilios necesarios, las noticias ó documentos que sean útiles á la causa nacional :

6°. Los peruanos que en estado de guerra seduzcan oficiales, soldados ó marineros, para que se pasen al enemigo de la patria ó deserten de sus banderas ó cometan cualquier otro acto de traicion.

ART. 111. — Los reos comprendidos en los incisos 1°. y 2°. del artículo anterior, serán condenados á expatriacion en segundo grado; y los demás, á expatriacion en primer grado.

ART. 112. — En caso de reincidencia, durante la condena, los reos comprendidos en el artículo 108 serán penados con penitenciaría, y los comprendidos en el artículo 110, con cárcel, por igual tiempo al de la primitiva condena.

ART. 113. — Los empleados de la República que incurran en cualquiera de los delitos expresados en los artículos 108 y 110, además de la pena señalada, sufrirán la destitucion de sus empleos.

ART. 114. — Los extranjeros que ataquen la independencia ó soberanía de la nación, por alguno de los medios expresados en los artículos 108 y 110; si son domiciliados, sufrirán la misma pena que los peruanos; y si son transeúntes, serán condenados respectivamente á la pena impuesta á los reincidentes peruanos, disminuida en dos grados.

ART. 115. — El peruano que llamado legalmente á un servicio público en tiempo de guerra exterior, huyere ó rehusare obedecer sin justa causa, será castigado con arresto mayor en segundo grado, sin perjuicio de ser compelido á prestar el servicio.

TÍTULO II.

DE LOS DELITOS QUE COMPROMETEN LA INDEPENDENCIA DEL ESTADO.

ART. 116. — Comprometen la independencia del Estado :

1°. Los que ejecuten oficialmente en la República, bula, breve, ó rescripto pontificio; ó les den curso, sin cumplir con los requisitos que las leyes prescriben :

2°. Los que oficialmente ejecuten cualquiera orden de un gobierno extranjero, que ofenda á la soberanía del Estado.

ART. 117. — Los reos comprendidos en el inciso 1°. del precedente artículo, sufrirán multa de doscientos á dos mil pesos.

Los reos del inciso 2°. , sufrirán confinamiento en cuarto grado y destitucion de sus empleos.

TÍTULO III.

DE LOS DELITOS CONTRA EL DERECHO DE GENTES.

ART. 118. — Son reos de delito contra el derecho de gentes :

1º. Los piratas :

2º. Los que sin autorizacion del gobierno cometen hostilidades contra otra nacion :

3º. Los que violan armisticio, tregua ú otra convencion legitima del Perú con otra potencia :

4º. Los que violan el domicilio de algun agente diplomático.

ART. 119. — El jefe ó comandante de una embarcacion que ejerza piratería, será castigado con penitenciaría en tercer grado; y los individuos de la tripulacion, con la misma pena en primer grado.

ART. 120. — Serán considerados y castigados como piratas :

1º. Los corsarios cuyas naves pertenezcan á cualquiera de las naciones que hubiesen aceptado los cuatro principios del Congreso de París :

2º. Los corsarios que perteneciendo á una nacion donde subsista el corzo, no presenten patente legitima, ó cuyos actos carezcan de los requisitos necesarios para ser reputados legales.

3º. Los que ejecuten la expatriacion de un ciudadano, sin que hubiere sido condenado á tal pena por los Tribunales de justicia de la República.

Si fuere empleado el reo de este delito, sufrirá además la destitucion de su empleo.

ART. 121. — Los delitos especiales que cometan

los piratas, serán castigados con uno ó dos términos mas de la pena que la ley designe para tales delitos.

ART. 122. — El que en territorio peruano traficare á sabiendas con piratas, será castigado con cárcel en cuarto grado.

ART. 123. — El reo comprendido en el inciso segundo del artículo 118, sufrirá cárcel en tercer grado, si por consecuencia de su delito sufriese la República represalias : si se le declarase la guerra, sufrirá cárcel en quinto grado.

ART. 124. — El que viole armisticio, tregua ó tratado, será condenado á cárcel en tercer grado; y el que viole el domicilio de un agente diplomático, á arresto mayor en cuarto grado, por solo el hecho de la violacion.

SECCION TERCERA.

DE LOS DELITOS CONTRA LA SEGURIDAD INTERIOR DEL ESTADO.

TÍTULO 1.

DE LOS DELITOS CONTRA LA CONSTITUCION POLÍTICA DEL ESTADO.

ART. 125. — La tentativa para destruir ó alterar por vias de hecho la Constitución política del Estado, se castigará con expatriacion en segundo grado.

ART. 126. — El que públicamente y de una manera subversiva desprestigie la Constitución del Estado ó incite á su inobservancia, sufrirá arresto mayor en

tercer grado y suspension de los derechos políticos por dos años.

TÍTULO II.

DE LOS DELITOS DE REBELION.

ART. 127. — Cometen delito de rebelion, los funcionarios ó particulares que se alzan públicamente para cualquiera de los objetos siguientes :

1°. Variar la forma de Gobierno :

2°. Deponer al Gobierno constituido :

3°. Impedir la reunion del Congreso ó disolverlo :

4°. Reformar las instituciones vigentes por medios violentos ó ilegales :

5°. Impedir que las Cámaras funcionen libremente, ó que se practique la eleccion de electores, la de Senadores y Diputados, Presidente y Vice-Presidente de la República, en un tercio ó mas de las provincias :

6°. Sustraer á la obediencia del Gobierno algun departamento ó provincia, ó parte de la fuerza armada terrestre ó naval :

7°. Investirse de autoridad ó facultades que no se hubiesen obtenido legalmente.

ART. 128. — En los delitos de rebelion son reos de primera clase, los que la proyectan y promueven : los que la organizan ; y los que la dirigen despues de haber estallado.

ART. 129. — Son reos de segunda clase, los que acaudillan la defeccion de tropas ó buques de guerra, ó la sublevacion de alguno ó algunos departamentos ó provincias : los generales y los jefes ó empleados políticos superiores que sirven á la rebelion.

ART. 130. — Son reos de tercera clase :

1°. Los que fomentan la rebelion, suministrando

armas, caudales, municiones ó cualquier otro elemento bélico.

2º. Los que coadyuvan, imponiendo contribuciones, haciendo reclutamientos, organizando la Guardia Nacional, ó promoviendo el levantamiento de algun pueblo ó distrito :

3º. Los jefes, oficiales y empleados inferiores que sirven á la rebelion :

4º. Los empleados políticos, civiles ó eclesiásticos, que en bando, proclama, edicto, pastoral ó sermon, inciten al pueblo á unirse á los rebeldes.

ART. 131. — En los casos designados en los incisos 1º., 2º., 3º. y 4º. del artículo 127, los reos de primera clase sufrirán expatriacion en tercer grado : los de segunda, expatriacion en segundo grado ; y los de tercera, confinamiento en cuarto grado.

ART. 132. — En los casos enumerados en los demás incisos del artículo 127, los reos de primera clase sufrirán expatriacion en primer grado ; los de segunda, confinamiento en tercer grado ; y los de tercera, confinamiento en segundo grado.

TÍTULO III.

DE LOS DELITOS DE SEDICION.

ART. 133. — Cometan delito de sedicion, los que sin desconocer al Gobierno constituido, se alzan públicamente para alguno de los objetos siguientes :

1º. Deponer alguno ó algunos de los empleados públicos del departamento, provincia ó distrito ; ó impedir que tomen posesion del destino los legítimamente nombrados ó elegidos :

2º. Impedir la promulgacion ó ejecucion de las

leyes ó la celebracion de las elecciones en alguna provincia ó distrito :

3°. Impedir que las autoridades ejerzan libremente sus funciones, ó hagan cumplir sus providencias administrativas ó judiciales :

4°. Ejercer actos de odio ó de venganza contra la persona ó bienes de cualquiera funcionario público, ó contra alguna clase determinada de ciudadanos :

5°. Allanar los lugares de prision, ó atacar á los que conducen á los reos de un lugar á otro; sea para salvar á estos ó para maltratarlos.

ART. 134. — En los delitos de sedicion son reos de primera clase : los que la proyectan y promueven : los que la hacen estallar; y los que la dirigen despues de haber estallado.

ART. 135. — Son reos de segunda clase : los empleados subalternos de los sediciosos : los que cooperan á la sedicion ó la fomentan con dinero, armas ó municiones; y los que convocan á la multitud para que estalle y progrese.

ART. 136. — En los casos comprendidos en los incisos primero y segundo del artículo 133, los reos de primera clase sufrirán confinamiento en segundo grado; y los de segunda, reclusion en primer grado.

ART. 137. — En los demás casos designados en el artículo 133, los reos de primera clase sufrirán confinamiento en primer grado; y los de segunda, arresto mayor en quinto grado.

TÍTULO IV.

DE LOS DELITOS DE MOTIN Y ASONADA.

ART. 138. — Son reos de motin, los que, sin re-

belarse contra el Gobierno ni desconocer las autoridades locales, se reúnen tumultuariamente para exigir de estas, con violencias, gritos, insultos ó amenazas, la deposicion de algun funcionario subalterno, la soltura de un preso, el castigo de un delincuente ú otra cosa semejante.

ART. 139. — Cometen asonada, los que se reúnen en número que no baje de cuatro personas, para causar alboroto en el pueblo, con algun fin ilícito que no esté comprendido en los delitos precedentes, ó para perturbar con gritos, injurias ó amenazas una reunion pública, ó la celebracion de alguna fiesta religiosa ó cívica; ó para exigir de los particulares alguna cosa justa ó injusta.

ART. 140. — Los cabecillas ó promotores de motin ó asonada, sufrirán reclusion en primer grado; y los demás reos, arresto mayor en tercer grado.

ART. 141. — La justicia de la peticion con que se cause el motin ó la asonada, no exime de responsabilidad; pero se considera como circunstancia atenuante.

TÍTULO V.

DISPOSICIONES COMUNES A LOS TRES TÍTULOS PRECEDENTES.

ART. 142. — En caso de disolverse el tumulto sin haber causado otro mal que la perturbacion momentánea del orden, sea que la dispersion se verifique espontáneamente y de comun acuerdo por los mismos sublevados, ó bien por obediencia á la intimacion de la autoridad; solo serán enjuiciados los autores principales y el que hubiese tocado rebato, y sufrirán dos grados menos de la pena que respectivamente les corresponda, segun la especie del delito.

Los demás cómplices quedarán bajo la vigilancia de la autoridad, de dos á seis meses.

ART. 143. — Se considerará como circunstancia atenuante, el que la reunion de los sublevados sea súbita y sin armas.

ART. 144. — Los empleados públicos que tomaren parte en cualquiera de los delitos especificados en los títulos precedentes, sufrirán además la pena de destitucion, ó la de suspension de uno ó cuatro años, segun la gravedad del delito.

ART. 145. — Los reos de rebelion, sedicion, motin ó asonada, son responsables de los delitos especiales que cometan, observándose lo dispuesto en el artículo 45.

ART. 146. — Si no pudiese averiguarse quién de los sublevados cometió el delito especial, se hará responsables á los autores del tumulto.

ART. 147. — Los empleados que estando encargados de conservar el orden público, no combatieren la rebelion, sedicion, motin ó asonada, con los medios de que dispongan, serán considerados como cómplices.

ART. 148. — Si los reos de rebelion ó sedicion no pasaren de diez de cada clase, serán procesados y sentenciados, ejecutándose en todos la sentencia.

Si fueren mas de diez, todos serán igualmente procesados y sentenciados; pero la sentencia solo se ejecutará en un número que no exceda de diez de cada clase, debiendo ser sacados por suerte.

TÍTULO VI.

DE LOS ATENTADOS Y DESACATOS CONTRA LA AUTORIDAD.

ART. 149. — Cometén atentados contra la autoridad, los que emplean sobre ella, sin alzamiento público, intimidación ó fuerza al tiempo de practicar sus funciones ó por consecuencia de haberlas practicado.

Si el número de reos pasare de tres, el delito será motin ó asonada, según los casos.

ART. 150. — Si el atentado se cometiere con armas, serán condenados los reos á reclusion en primer grado.

Si se cometiere sin armas, la pena será arresto mayor en quinto grado.

ART. 151. — Se considera como atentado contra la autoridad, la extracción de los presos, de las casas de seguridad, por astucia, ó mediante cohecho ó seducción del que los custodie.

ART. 152. — Cometén desacato contra la autoridad :

1º. Los que provocan á duelo, injurian ó amenazan á un funcionario público á causa del ejercicio de sus funciones :

2º. Los que causen grave perturbación del orden en los juzgados ó tribunales, y en donde quiera que las autoridades públicas estén ejerciendo sus funciones :

3º. Los que entran armados, manifiesta ú ocultamente, al salón de sesiones del Congreso ó de cualquiera de las Cámaras :

4º. Los que impiden que un representante ó funcionario público concurra á su Cámara ó despacho.

5°. Los que resisten ó desobedecen abiertamente á la autoridad.

ART. 153. — Los reos de cualquiera de los delitos comprendidos en el inciso primero, sufrirán la pena de arresto mayor en quinto grado, si el delito se cometiese en la casa de Sesiones ó en el despacho ú oficina del empleado público : en tercer grado, si se cometiese fuera de las oficinas, pero en público; y en segundo grado, cuando se cometiese en privado.

ART. 154. — Los reos de los delitos expresados en los incisos segundo, tercero y quinto, sufrirán la misma pena en primer grado.

ART. 155. — Los reos del delito á que se contrae el inciso cuarto, sufrirán el mismo arresto en tercer grado, si la detencion fuere violenta : en segundo grado, si se verificare con engaño; y en primero, si solo se realizare por astucia, sin engaño ni violencia.

TÍTULO VII.

DE LOS DELITOS CONTRA EL EJERCICIO DEL SUFRAGIO.

ART. 156. — Cometén delito contra el ejercicio del sufragio :

1°. Los funcionarios públicos que abusen de la autoridad que ejerzan, para coactar á los ciudadanos, ó impedir que sufraguen con entera libertad :

2°. Los empleados políticos y militares que favorezcan y apoyen alguna candidatura, induciendo á los ciudadanos, por medio de ofrecimientos ó amenazas, á sufragar en el sentido que dichas autoridades se propongan :

3°. Los mismos empleados que durante la época

eleccionaria manden aprehender á algun ciudadano hábil, salvo el caso de flagrante delito :

4°. Los encargados de la formacion del Registro Cívico, que se nieguen á insertar el nombre de un ciudadano hábil, ó suplanten nombres :

5°. Los encargados de distribuir cartas de ciudadanía, que las expidan sin las firmas y demás requisitos legales ; que se nieguen á dar la que le corresponde á un ciudadano inscrito en el Registro que la pida personalmente ; que la concedan al que no esté inscrito ; ó que se nieguen á efectuar la distribucion en público :

6°. Los empleados políticos y militares que, á pretexto de conservar el orden público, se ingieran en los actos electorales, penetren en el lugar de las elecciones, impidan que se acerque á él un ciudadano cualquiera, ó dispersen violentamente los grupos que se mantengan pacíficos y desarmados :

7°. Los presidentes de mesas electorales, que impidan á los ciudadanos el libre acceso á ellas, ó se nieguen á recibir sus sufragios, ó á insertar en el acta cualquiera circunstancia grave que otro individuo de la mesa ó adjunto quiera consignar á ella :

8°. Los ciudadanos que lleven armas al lugar de las elecciones, ó formen alborotos en él, ó se nieguen á despejar el local cuando lo mande el presidente de la mesa :

9°. Los que empleen cohecho ó soborno para obtener ilegalmente cartas de ciudadanía, ó sufraguen á sabiendas con ellas.

ART. 157. — Los reos comprendidos en el inciso primero del artículo precedente, sufrirán la destitucion de sus empleos é inhabilitacion en primer grado, si el delito se cometiere empleando la fuerza pública ; y suspension de seis meses á un año, cuando no mediare fuerza ó violencia.

Los reos comprendidos en el inciso segundo, sufrirán suspension de dos á seis meses.

Los comprendidos en el tercero, la misma pena ; y además, multa de veinticinco á cien pesos.

Los comprendidos en los incisos cuarto, quinto, sexto y séptimo, sufrirán inhabilitacion absoluta en primer grado.

Los comprendidos en el inciso octavo, suspension de los derechos políticos de dos á cuatro años.

Los comprendidos en el noveno, arresto mayor en primer grado.

ART. 158. — Si los comprendidos en el inciso octavo del artículo 156, hicieron uso de las armas ó no las depusieron, serán condenados como reos de motin.

ART. 159. — En caso de cometerse algun delito especial en los actos electorales, se observará lo dispuesto en el artículo 45.

SECCION CUARTA.

DE LOS DELITOS CONTRA LA SALUBRIDAD PUBLICA.

ART. 160. — El que á sabiendas elabore ó expendia sustancias nocivas á la salud, sufrirá arresto mayor en primer grado y multa de ciento á mil pesos.

La misma pena sufrirá el que, sin autorizacion bastante, elabore productos químicos que puedan causar estragos.

Si procediere con autorizacion, pero faltando á las formalidades prescritas por los reglamentos sobre fabricacion ó expendio de tales productos, se reducirá la pena á multa de cincuenta á quinientos pesos.

ART. 161. — El que á sabiendas mezcle con las bebidas ó comestibles que se destinan al consumo público, sustancias nocivas á la salud, será castigado con arresto mayor en segundo grado y multa de veinte á doscientos pesos.

La misma pena tendrá el que venda á sabiendas las bebidas ó comestibles así mezclados.

ART. 162. — El que venda á sabiendas medicamentos deteriorados ó adulterados, ó los sustituya con otros, sufrirá reclusion en primer grado y multa de cincuenta á quinientos pesos.

ART. 163. — Si á consecuencia de cualquiera de los delitos á que se contraen los artículos precedentes, resultaren daños que merezcan mayor pena, se observará lo dispuesto en el artículo 45.

ART. 164. — Los médicos, cirujanos, farmacéuticos ó flebotomos, que abusen de su profesion para cometer alguno de los delitos contenidos en esta seccion, sufrirán un grado mas de la pena que á tal delito corresponda.

ART. 165. — El médico ó cirujano que sin justa causa rehuse, en circunstancias urgentes, prestar los servicios de su profesion, ó concurra fuera de tiempo, ó abandone al paciente sin motivo grave, sufrirá una multa de veinte á doscientos pesos, á favor de la familia damnificada.

SECCION QUINTA.

DE LOS DELITOS PECULIARES A LOS EMPLEADOS PUBLICOS.

TÍTULO I.

DE LA USURPACION DE AUTORIDAD.

ART. 166. — Usurpa autoridad :

1º. El que ejerce funciones públicas sin título ó nombramiento expedido por autoridad competente :

2º. El que hallándose destituido ó suspenso de un cargo público, continúa ejerciendo las funciones anexas á él :

3º. El empleado público que ejerce atribuciones que no le competen por ley :

4º. El juez ó tribunal que ejerce jurisdiccion, contraviniendo á lo dispuesto sobre esta materia por el Código de Enjuiciamientos en materia civil ó penal.

ART. 167. — A los reos comprendidos en el inciso primero del artículo anterior, se les castigará con arresto mayor en segundo grado é inhabilitacion en primero para el cargo usurpado.

Si el delito se comete falsificando títulos ú otro documento auténtico, se castigará conforme al artículo 45.

Los comprendidos en el inciso segundo, serán castigados con inhabilitacion en primer grado para el cargo de que fueron destituidos ó suspensos.

Los comprendidos en los incisos tercero y cuarto, sufrirán suspension de uno á tres meses.

TÍTULO II.

DE LOS ABUSOS DE AUTORIDAD.

ART. 168. — Abusa de la autoridad :

1°. El empleado público que sin ser juez impone penas :

2°. El juez que impone penas sin precedente juicio :

3°. El juez que impone penas diferentes de las designadas por la ley para cada delito :

4°. El juez que de intento ó por negligencia no procede á instruir el sumario, ó no practica las diligencias del juicio dentro de los términos que la ley señala :

5°. El juez que no otorga la libertad al detenido ó preso, cuya soltura haya debido decretar conforme á la ley :

6°. El empleado público que prolonga la detencion de un individuo por mas de veinticuatro horas, sin ponerlo á disposicion del juez competente :

7°. El empleado público que allana el domicilio de un ciudadano sin las formalidades prescritas por la ley, ó fuera de los casos que ella determina :

8°. El empleado público que no admite un recurso legal, ó rehusa despacharlo, ó deniega certificado de prision ó de otro acto judicial que se le pida con arreglo á la ley :

9°. El empleado público que pone en incomunicacion sin decreto judicial á los reos sometidos á juicio, ó que levanta la incomunicacion ordenada por el juez :

10°. El empleado público que impone privaciones arbitrarias á los reos que se hallan á su cuidado :

11°. El jefe de la penitenciaría, ó el que haga sus veces, que recibe algun reo sin testimonio de la sentencia ejecutoriada en que se le hubiere impuesto tal pena :

12°. El alcaide ó cualquier empleado de las cárceles y otros lugares de detencion y seguridad, que recibe á un reo rematado sin constancia legal de su condena, ó á algun individuo en clase de detenido sin orden de autoridad competente, salvo el caso de captura en flagrante delito :

13°. El alcaide ó cualquier otro empleado que oculta á la autoridad un preso detenido que deba presentarse, ó emplea con este alguna severidad innecesaria :

14°. El empleado público que pone á un preso ó detenido en otro lugar que no sea la cárcel ó el establecimiento público señalado al efecto :

15°. El empleado que desempeñando un acto del servicio, comete cualquiera vejacion contra las personas, ó les aplica apremios ilegales é innecesarios :

16°. El juez ó empleado que seduce á la mujer que litiga ó tiene pendiente alguna gestion ante él :

17°. El alcaide ó encargado de las prisiones ó lugares de seguridad, que seduce á una mujer sentenciada ó detenida :

18°. El empleado que, en el ejercicio de su cargo, no se sujeta á las prescripciones de las leyes y reglamentos especiales.

ART. 169. — El que incurra en cualquiera de los delitos especificados por los incisos primero y segundo, sufrirá multa de doscientos á dos mil pesos, en favor de la parte damnificada, y suspension del empleo de uno á dos años.

El que incurra en el delito de que se encarga el inciso once, sufrirá multa de ciento á mil pesos y destitucion del empleo.

El que incurra en el delito de que habla el inciso diez y seis, inhabilitacion especial en segundo grado.

El que incurra en el delito de que se ocupa el inciso diez y siete, cárcel en segundo grado.

Los que incurran en cualquier otro delito de los contenidos en los demás incisos, sufrirán suspension de dos á seis meses, y multa de cincuenta á quinientos pesos en favor de la parte damnificada.

TÍTULO III.

DEL PREVARICATO.

ART. 170. — Comete prevaricato :

1°. El juez que expida sentencia definitiva manifestamente injusta :

2°. El juez que conoce en causa que patrocinó como abogado :

3°. El juez que cita hechos ó resoluciones falsas :

4°. El juez que se niega á juzgar, bajo pretexto de oscuridad ó insuficiencia de la ley :

5°. El juez que se apoya en leyes supuestas ó derogadas.

ART. 171. — Los que incurran en cualquiera de los tres primeros delitos comprendidos en el artículo anterior, serán castigados con suspension del empleo de seis meses á un año.

Los que incurran en los dos últimos delitos, serán condenados á suspension de tres á seis meses.

ART. 172. — Cometén tambien prevaricato, los abogados y procuradores que defienden ó representan á ambas partes simultaneamente, ó que despues de patrocinar ó representar á una parte, defienden ó representan á la contraria en la misma causa.

ART. 173. — Los reos expresados en el artículo anterior, sufrirán multa de cincuenta á doscientos pesos.

ART. 174. — Los jueces árbitros, los asesores y los peritos, quedan sujetos en sus respectivos casos á las disposiciones de este título.

TÍTULO IV.

DEL COHECHO.

ART. 175. — Cuando medie cohecho ó soborno en los delitos que los empleados públicos cometan en el ejercicio de sus funciones, se les aplicará la pena correspondiente á estos delitos, aumentada en un grado; y además una multa del duplo del valor recibido ó del tanto del prometido ó aceptado.

El cohecho ó soborno, cuando sea para ejercer actos de justicia, se castigará con la multa establecida en este artículo y con suspension de dos meses á un año.

ART. 176. — Los que sobornen ó cohechen, y los que sirvan de agentes intermediarios para la dádiva ú oferta, serán castigados con arresto mayor en segundo grado.

TÍTULO V.

INSUBORDINACION DE LOS EMPLEADOS PÚBLICOS É INEXACTITUD EN EL EJERCICIO DE SUS FUNCIONES.

ART. 177. — El empleado público que, en asuntos del servicio, desobedezca abiertamente las órdenes de sus superiores, sufrirá suspension de tres á seis meses.

ART. 178. — Incurren en la misma pena del artículo anterior :

1º. El juez ó tribunal que se niega á administrar justicia :

2º. El empleado político que rehusa proteger la administracion de justicia, ó hacer ejecutar las decisiones ó providencias judiciales :

3º. Los fiscales y agentes fiscales que no interponen su accion en los casos en que la ley les impone este deber :

4º. Los escribanos, alguaciles y demás funcionarios, que debiendo intervenir de algun modo en la administracion de justicia, se niegan á hacerlo en la parte que legalmente les corresponda.

ART. 179. — Los encargados de conservar el órden público que teniendo conocimiento del proyecto de un delito, no expiden conforme á sus atribuciones las providencias necesarias para impedir la perpetracion, serán condenados á suspension de uno á tres meses.

Sufrirán suspension de uno á tres meses, si sabiendo la perpetracion de un delito, omiten perseguir ó aprehender á los delincuentes.

ART. 180. — El que sin motivo legal abandona el empleo ó cargo público que ejerce, será condenado á inhabilitacion especial en primer grado, y á la devolucion de los sueldos ó emolumentos que hubiese percibido durante el abandono.

ART. 181. — Será condenado á destitucion, el empleado público que habiendo recibido su nombramiento, no tome posesion del cargo, sin justa causa, en el término de noventa dias.

TÍTULO VI.

DE LA INFIDELIDAD EN LA CUSTODIA DE PRESOS.

ART. 182. — El empleado público culpable de connivencia en la evasión de algun preso ó detenido, cuya custodia ó conduccion le hubiere sido confiada, será castigado :

1º. Con reclusion, por la tercera parte del tiempo de la condena del reo prófugo, si estuviere ejecutoriada la sentencia :

2º. Con reclusion por la cuarta parte del tiempo de la condena del prófugo, si al verificarse la evasión no estuviere ejecutoriada la sentencia.

ART. 183. — Los particulares que hallándose encargados de la conduccion ó custodia de algun preso ó detenido, le den soltura ó favorezcan su fuga, serán castigados con arresto mayor en tercero ó cuarto grado, segun la gravedad del caso.

ART. 184. — Si fueren varios los reos á quienes se dé soltura ó cuya fuga se favorezca, los culpables de que tratan los artículos 182 y 183, sufrirán la pena en estos designada, con aumento de un grado.

Si correspondiere al reo ó reos la pena de muerte, cárcel en quinto grado.

TÍTULO VII.

DE LA INFIDELIDAD EN LA CUSTODIA DE DOCUMENTOS.

ART. 185. — El empleado público que sustraiga, oculte, destruya ó inutilice los documentos confiados á su custodia, como escrituras, partidas de bautismo,

de matrimonio ó defuncion, ó los asientos del registro cívico, sufrirá reclusion en primer grado y multa de cincuenta á doscientos pesos.

ART. 186. — El empleado público que teniendo á su cargo la custodia de archivos, papeles ó efectos sellados por la autoridad, viola los sellos ó consiente su violacion, será castigado con arresto mayor en quinto grado y multa de cincuenta á doscientos pesos.

ART. 187. — El escribano que sustrae algun documento original de sus archivos ó protocolos, ó consiente en esta sustraccion, será castigado con reclusion en segundo grado y multa de cincuenta á quinientos pesos.

ART. 188. — El empleado público que abre ó permite abrir, sin autorizacion competente, papeles ó documentos cerrados cuya custodia le estuviere confiada por razon de oficio, sufrirá arresto mayor en cuarto grado y multa de veinticinco á doscientos pesos.

ART. 189. — Las penas de reclusion y arresto designadas en los artículos anteriores, son aplicables, con disminucion de un grado, á los particulares encargados del despacho ó custodia de documentos ó papeles; ó que violen los sellos puestos por la autoridad.

TÍTULO VIII.

DE LA REVELACION DE SECRETOS.

ART. 190. — El empleado que en asunto del servicio público revele secretos de que tenga conocimiento por razon de su cargo, será castigado con suspension del empleo de tres á seis meses.

Si de la revelacion resultare grave daño á la causa

pública, la pena será reclusion en segundo grado.

ART. 191. — El empleado público que abusa de su cargo para interceptar, sustraer, inspeccionar, ocultar ó publicar cartas ó documentos particulares, será castigado con reclusion en primer grado.

Si el abuso recae en documentos públicos, se agravará la pena en un término.

ART. 192. — El empleado público que revele secretos de un particular, de que tenga conocimiento por razon de oficio, sufrirá suspension de dos á seis meses.

ART. 193. — Sufrirán multa de veinticinco á doscientos pesos, los abogados, médicos, cirujanos y todos los que revelen los secretos que se les confie por razon de la profesion que ejerzan, salvo los casos en que la ley les obliga á hacer tales revelaciones.

TÍTULO IX.

DE LA MALVERSACION DE CAUDALES PÚBLICOS.

ART. 194. — El empleado público que teniendo á su cargo caudales ó efectos de la Nacion, les da una aplicacion pública distinta de la señalada por las leyes, será condenado á suspension de dos á seis meses; y además sufrirá una multa de diez á cincuenta por ciento sobre la cantidad mal aplicada, si resultare daño ó entorpecimiento del servicio público.

ART. 195. — El empleado que hace uso para sí ó para otro de los caudales que custodia ó administra, sufrirá suspension de seis meses á un año y multa de cincuenta por ciento sobre la cantidad de que hubiere hecho uso, si la reintegra despues de haber causado daño al servicio público.

Si el reintegro se verifica antes de haber resultado

daño ó entorpecimiento en el servicio, la suspension será de uno á tres meses y la multa de seis á treinta por ciento.

Si el empleado no reintegra espontáneamente la cantidad, será condenado como sustractor de caudales públicos.

ART. 196. — El empleado que sustrae ó consiente que otro sustraiga, los bienes, caudales ú otros valores públicos confiados á su administracion ó custodia, será castigado con inhabilitacion absoluta en tercer grado y reclusion en primero, si la sustraccion fuere menor de quinientos pesos; aumentándose un término por cada quinientos mas, hasta el quinto grado.

ART. 197. — Quedan sujetos á las disposiciones anteriores, los que administran bienes municipales ó pertenecientes á establecimientos de instruccion pública ó de beneficencia; así como los administradores y depositarios de caudales depositados por autoridad competente, aunque pertenezcan á particulares.

ART. 198. — El empleado público que teniendo fondos expeditos, demorare un pago ordinario ó decretado por autoridad competente, sufrirá suspension de tres á seis meses y multa de dos á diez por ciento sobre la cantidad no satisfecha, á beneficio de la parte damnificada.

ART. 199. — Es aplicable la pena anterior al empleado público que, requerido por autoridad competente, rehusare entregar una cantidad ó efecto depositado ó puesto bajo su custodia ó administracion, debiendo graduarse la multa por el valor en que se justiprecie el efecto.

TÍTULO X.

DE LOS FRAUDES Y EXACCIONES.

ART. 200. — El empleado público que en los contratos en que intervenga, por razon de su cargo ó por comision especial, defraudare al Estado, concertándose con los interesados en los convenios, ajustes, liquidaciones ó suministros, sufrirá reclusion en tercer grado.

ART. 201. — El empleado público que directa ó indirectamente se interese en cualquiera clase de contrato ú operacion, en que deba intervenir por razon de su cargo, será castigado con inhabilitacion especial en segundo grado, y multa de diez á cincuenta por ciento sobre el valor de la parte que hubiere tomado en el negocio.

Esta disposicion es aplicable á los peritos, árbitros y contadores particulares, respecto de los bienes ó cosas en cuya tasacion, adjudicacion ó particion intervinieren; y á los guardadores y albaceas, respecto de los pertenecientes á sus pupilos ó testamentarias.

ART. 202. — El empleado público que arbitrariamente exija una contribucion, ó cometa otras exacciones, aunque sea para el servicio público, sufrirá suspension de cuatro meses á un año, y multa de cinco á veinticinco por ciento de la cantidad exigida.

Si la exaccion se verificase empleando fuerza, sufrirá destitucion, sin perjuicio de la multa.

ART. 203. — Si el empleado convirtiere en provecho propio las exacciones expresadas en el articulo anterior, sufrirá las penas impuestas á los sustractores de caudales públicos.

ART. 204. — El empleado público que exija derechos ó propinas por lo que debe practicar gratuitamente en virtud de su oficio, ó cobre mayores derechos que los designados por la ley, los devolverá con una multa del duplo al cuádruplo de la cantidad que hubiese percibido.

Si para efectuar estas exacciones supone órdenes superiores, comision, mandamiento judicial ú otra autorizacion legítima, sufrirá además un año de suspension.

El culpable habitual de este delito, será destituido del empleo ó cargo que ejerza, sin perjuicio de la restitution y de la multa.

ART. 205. — Los empleados que nombren ó propongan para cargos públicos á individuos que no tengan los requisitos legales, sufrirán suspension de uno á tres meses, quedando además sin efecto el nombramiento.

SECCION SEXTA.

DE LAS FALSEDADES.

TÍTULO I.

DE LA FALSIFICACION DE SELLOS, FIRMAS Y MARCAS.

ART. 206. — El que falsifique el gran sello del Estado será castigado con cárcel en quinto grado y multa de mil á dos mil pesos.

ART. 207. — El que en documento público falsifique los otros sellos oficiales, ó la firma del Presidente de la República, de los Presidentes de las Cámaras, de los Ministros de Estado ó de los Agentes

diplomáticos, será castigado con cárcel en cuarto grado y multa de ciento á mil pesos.

ART. 208. — El que falsifique la firma de cualquiera otro empleado público, ó los sellos, marcas ó contraseñas que, para identificar un objeto ó asegurar el pago de impuestos, se usen en las oficinas del Estado, será castigado con cárcel en tercer grado y multa de cincuenta á quinientos pesos.

ART. 209. — Se considera como falsificación, la impresión fraudulenta del sello verdadero en documento en que sea necesario. Este delito se castigará con un grado menos de la respectiva pena señalada en los anteriores artículos.

ART. 210. — El que falsifique sello, firma, marca ó contraseña de individuos ó establecimientos particulares, sufrirá arresto mayor en cuarto grado y multa de veinte á doscientos pesos.

ART. 211. — Si fuese empleado el que incurra en alguno de los delitos comprendidos en los artículos anteriores y lo cometiere abusando del cargo que ejerza, se agravará la pena en dos ó tres términos.

TÍTULO II.

DE LA FALSIFICACION DE DOCUMENTOS EN GENERAL.

ART. 212. — Se comete falsedad en un documento :

1º. Suplantando documento que no ha existido en el libro ó registro en que se inscriben los de su clase :

2º. Dando testimonio ó copia certificada de documento que no existe :

3º. Alterando documentos verdaderos de alguna de las maneras siguientes : 1ª. Agregando cláusulas, suprimiéndolas, variándolas sustancialmente ó bor-

rándolas : 2ª. Variando las firmas ó fechas : 3ª. Suponiendo circunstancias ó hechos falsos : 4ª. Ejecutando en los testimonios ó copias certificadas, que se expidan por razon de oficio, las alteraciones que se enumeran en las tres primeras partes de este inciso.

ART. 213. — El empleado que abusando de su oficio, cometa falsedad en documento público, será castigado con reclusion en tercer grado y multa de doscientos á dos mil pesos.

Si el delito fuere cometido por un particular, se aplicará reclusion en segundo grado y multa de ciento á mil pesos.

Si se cometiere la falsificacion en documento privado, la pena será reclusion en primer grado y multa de cincuenta á quinientos pesos.

ART. 214. — El que á sabiendas hace uso de un documento ó certificado falso, ó de uno verdadero expedido para otra persona, cuyo nombre asume ó sustituye con el suyo, será castigado con arresto mayor en segundo grado, y multa de diez á cincuenta pesos.

Si el documento falso fuere presentado en juicio como prueba, se aumentará un grado mas de arresto y la multa será de cincuenta á quinientos pesos.

TÍTULO III.

DE LA FALSIFICACION DE DOCUMENTOS DE CRÉDITO.

ART. 215. — Falsifica documentos del crédito público :

1º. El que fabrica, introduce ó expende á sabiendas falsos títulos de la deuda pública, de cualquiera denominacion, y letras ó libranzas del Ministerio ú otras oficinas superiores de Hacienda :

2º. El que altera los documentos verdaderos, aumentando la cantidad que expresan, ó borrando las anotaciones de cantidades amortizadas que contienen en ellos :

3º. El que para recabar alguna cantidad del Fisco, fragua expedientes de créditos supuestos, ó aumenta maliciosamente la cantidad de una acreencia legítima, ó apoya su crédito con pruebas falsas :

4º. El que falsifica papel sellado, libranzas ó letras de la Tesorería ú oficinas inferiores de hacienda.

ART. 216. — Los reos de cualquiera de los delitos designados en los tres primeros incisos del artículo precedente, sufrirán penitenciaría en segundo grado y multa de trescientos á tres mil pesos.

Los reos comprendidos en el inciso cuarto, cárcel en tercer grado y multa de ciento á mil pesos.

ART. 217. — Se considera circunstancia agravante en estos delitos, el que el reo sea empleado público y abuse del empleo para cometerlos.

TÍTULO IV.

DE LA FALSIFICACION DE MONEDA.

ART. 218. — Falsifica moneda :

1º. El que fabrica, falta de peso ó de ley, moneda de oro ó plata que tenga curso legal en la República :

2º. El que sin la autorizacion competente, fabrica moneda de oro ó plata que tenga curso legal en la República, aunque sea de buen peso y buena ley :

3º. El que fabrica, dentro del territorio, moneda de oro ó plata que no tenga curso legal en la República :

4º. El que de propósito altera el peso de la moneda de oro ó plata que esté en circulacion :

5º. El que sin autorizacion competente, fabrica ó altera moneda de cobre que tenga curso legal en la República.

ART. 219. — El reo designado en el primer inciso del artículo precedente, sufrirá penitenciaría en segundo grado y multa de trescientos á tres mil pesos.

El designado en el inciso segundo, penitenciaría en primer grado y multa de doscientos á dos mil pesos.

Los designados en los incisos tercero y cuarto, cárcel en segundo grado y multa de ciento á mil pesos.

Los designados en el inciso quinto, cárcel en primer grado y multa de ciento á quinientos pesos.

ART. 220. — Los que á sabiendas introduzcan ó expendan moneda falsa, sufrirán respectivamente la pena designada para los falsificadores, disminuida en uno ó dos términos, y multa de ciento á mil pesos.

TÍTULO V.

DEL FALSO TESTIMONIO.

ART. 221. — El testigo falso será castigado en el orden siguiente :

1º. Si en virtud de su falso testimonio se impone la pena de muerte, sufrirá penitenciaría en segundo grado :

2º. Si se impone penitenciaría, expatriacion, confinamiento ó inhabilitacion, sufrirá cárcel por la tercera parte del tiempo de la condena :

3º. Si se impone cárcel, reclusion ó arresto, sufrirá respectivamente la tercera parte de la pena que cause :

4º. Si se impone suspension ó multa, sufrirá ar-

resto mayor en primer grado; y si destitucion, arresto mayor en tercer grado.

ART. 222. — Si el reo no llega á sufrir su condena, ó es absuelto, ó no termina el juicio por algun motivo legal, el testigo falso sufrirá la pena del calumniante.

Si la falsa declaracion se hubiese prestado en favor del reo, se impondrá al testigo la pena del encubridor.

ART. 223. — El testigo falso en materia civil, sufrirá cárcel en primero ó segundo grado, segun la entidad del juicio.

Si este fuese de menor cuantía, el falso testimonio se castigará como falta, con arresto menor en tercero ó cuarto grado.

ART. 224. — La pena del testigo falso, por soborno, se agravará con una multa igual á la cantidad ofrecida, ó al duplo de la recibida.

El sobornante sufrirá la pena del simple testigo falso.

ART. 225. — La falsa exposicion de los peritos é intérpretes, se castigará con la pena respectivamente designada para los testigos falsos, y multa de diez á cien pesos.

ART. 226. — Cuando la falsedad del testimonio ó exposicion no recayere sobre la esencia, sino sobre algun incidente de poca entidad, se castigará como falta, segun el prudente arbitrio del juez.

TÍTULO VI.

DISPOSICIONES GENERALES.

ART. 227. — El que de cualquier otro modo que no esté especificado en los títulos precedentes, co-

meta falsedad , simulando , suponiendo , alterando ú ocultando la verdad , maliciosamente y con perjuicio de tercero , por palabras , escritos ó hechos ; usurpando nombre , calidad ó empleo que no le corresponda ; suponiendo viva á una persona muerta ó que no ha existido , ó al contrario ; sufrirá reclusion en primero ó segundo grado.

ART. 228. — El que á sabiendas fabricare , introdujere en la República ó conservare en su poder cuños , marcas , ó cualquiera otra clase de útiles ó instrumentos , conocidamente destinados á la falsificacion de moneda , de papel sellado ó de documentos de crédito , será castigado con un grado menos de la pena señalada á los falsificadores , y multa de ciento á mil pesos.

ART. 229. — Los reos de falsificacion que revelen el delito á la autoridad antes de haber producido su efecto ó causado perjuicio á tercero , quedarán exentos de responsabilidad criminal , pero sujetos á la vigilancia de la autoridad por el tiempo que designe el juez.

SECCION SÉPTIMA.

DE LOS DELITOS CONTRA LAS PERSONAS.

TÍTULO I.

DEL HOMICIDIO.

ART. 230. — El que mata á otro , sufrirá penitenciaría en tercer grado.

ART. 231. — El que á sabiendas matare á su padre ó á su madre , será condenado á muerte.

ART. 232. — En la misma pena de muerte incurrirá el que matare á otro, cuando media cualquiera de las siguientes circunstancias :

1ª. Por precio recibido ó recompensa estipulada :

2ª. A traicion ó sobre seguro :

3ª. Empleando incendio ó veneno :

4ª. Atacando el domicilio con el fin de robar, ó en despoblado ó en camino público con el mismo objeto :

5ª. Aumentando deliberadamente y con crueldad el padecimiento de la víctima, por medio de empareamiento, flagelacion ú otro tormento.

ART. 233. — El que á sabiendas matare á cualquiera de sus ascendientes, que no sean padre ó madre ; á sus descendientes en línea recta ; á su hermano ; á su padre, madre ó hijo adoptivo ; ó á su cónyuge ; sufrirá penitenciaria en cuarto grado.

ART. 234. — El cónyuge que sorprendiendo en adulterio á su consorte, da muerte en el acto á este ó á su cómplice ó á los dos juntos, sufrirá cárcel en tercer grado.

ART. 235. — Los padres y los hermanos mayores que dan muerte á los que yacen con sus hijas ó hermanas menores de 21 años, en el acto de sorprenderlos infraganti, sufrirán cárcel en quinto grado.

ART. 236. — Lo dispuesto en los dos artículos precedentes, no aprovecha á los que hubieren promovido, causado ó tolerado la prostitucion de sus mujeres, de sus hijas ó de sus hermanas.

ART. 237. — Si de una riña resultare muerte y no se pudiese conocer al autor de ella, pero sí á los que infirieron á la víctima lesiones graves, se impondrá á estos penitenciaria en primer grado.

Si no se pudiese conocer á los que causaron las lesiones graves, se aplicará cárcel en quinto grado á

todos los que hubiesen tomado parte activa en la riña ó pelea.

ART. 238. — El que á sabiendas preste á otro medios para que se suicide, será castigado con cárcel en quinto grado.

El que lo ayude á la ejecucion del suicidio, cooperando personalmente, sufrirá la pena del homicida.

ART. 239. — El reo de homicidio, además de sufrir la pena que merezca segun la naturaleza de la muerte, será condenado, si tuviere bienes, á dar á la viuda é hijos del difunto una pension alimenticia en proporcion de sus facultades.

ART. 240. — Para que haya homicidio es necesario que las heridas, golpes ó violencias causen la muerte, como su efecto preciso ó consecuencia natural dentro de los sesenta dias despues de inferidas.

ART. 241. — La tentativa será castigada como delito frustrado en los casos señalados por los artículos 231, 232 y 233, y cuando se empleen armas de fuego.

Los encubridores sufrirán en todo caso reclusion en tercer grado.

TÍTULO II.

DEL INFANTICIDIO.

ART. 242. — La mujer de buena fama, que por ocultar su deshonra matare á su hijo en el momento de nacer, sufrirá cárcel en quinto grado.

Si el delito fuese cometido por los abuelos maternos, en las mismas circunstancias, la pena será penitenciaria en primer grado.

Fuera de estos casos, el infanticidio será castigado con penitenciaria en tercer grado.

TÍTULO III.

DEL ABORTO.

ART. 243. — La mujer embarazada que de propósito causare su aborto ó consintiere que otro lo cause, sufrirá reclusion en cuarto grado.

Si fuere de buena fama, y cometiere el delito obcecada por el temor de que se descubra su fragilidad, se rebajará un grado de la pena.

ART. 244. — El que de propósito ocasione el aborto de una mujer, empleando violencias, bebidas ú otros medios, sufrirá cárcel en cuarto grado.

Se rebajará un grado de esta pena, si la mujer hubiere solicitado el aborto.

Se rebajarán dos grados, si se ocasionase el aborto con maltratos, bebidas, ú otros medios que no hubiesen tenido por objeto directo hacer abortar, sino producir otro mal menor.

ART. 245. — Los médicos, cirujanos, parteras ó farmacéuticos, que abusen de su arte para causar el aborto, sufrirán cárcel en quinto grado.

Los que confeccionen ó expendan á sabiendas, bebidas destinadas á causar abortos, sufrirán cárcel en tercer grado.

TÍTULO IV.

DE LAS LESIONES CORPORALES.

ART. 246. — El que de propósito sacare á otro los ojos ó lo castrare, será castigado como homicida.

ART. 247. — Si la castracion se verificare en el acto de un ultraje violento contra el pudor, por la persona ofendida, se disminuirá la pena en dos grados.

ART. 248. — Cualquiera otra mutilacion de un miembro principal del cuerpo, se castigará con penitenciaría en primer grado.

ART. 249. — Sufirán la pena de cárcel en cuarto grado :

1º. Los que hirieren , golpearen ó maltrataren de obra á otro, si de las lesiones sobrevinieren al ofendido, demencia , inutilidad para el trabajo, impotencia, pérdida del uso de algun miembro , ó notable deformidad :

2º. Los que sin intencion de matar, suministraren á otro bebidas nocivas , que le produzcan los mismos efectos designados en el inciso anterior :

3º. Los que á sabiendas hirieren ó maltrataren gravemente á sus padres :

4º. Los que causaren lesiones graves por medio de la flagelacion, ó con circunstancias ignominiosas.

ART. 250. — Se impondrá la pena de cárcel en primer grado :

1º. Cuando las lesiones , sin causar los efectos del artículo anterior, produzcan enfermedad ó incapacidad para trabajar por mas de treinta dias :

2º. Cuando dejen señal en el rostro, ó sean inferidas contra ascendientes , guardadores , sacerdotes, maestros, superiores ó personas constituidas en dignidad.

ART. 251. — Si las lesiones produjeren enfermedad ó incapacidad para trabajar por menos de treinta dias, pero mas de veinte , se aplicará arresto mayor en tercer grado.

Si la enfermedad ó incapacidad para el trabajo fuese de cuatro á veinte dias , se impondrá arresto mayor en primero ó segundo grado , segun la gravedad del caso.

ART. 252. — Si en una riña ó pelea se infiere á

alguno lesiones graves y leves, y no constare el autor de las graves, pero sí el de las leves, se aplicará á este la pena que corresponda á las lesiones graves, disminuida en un grado.

Si tampoco fuese conocido el autor de las lesiones leves, se aplicará á todos los que tomaron parte en la pelea contra el ofendido, la pena correspondiente á las lesiones graves, disminuida en dos grados.

ART. 253. — Si los contendores se hubieren causado recíprocamente las lesiones, serán castigados todos con la pena respectiva, disminuyéndose en uno ó dos términos al que quedare mas enfermo ó inutilizado para el trabajo, si no hubiese promovido él la pelea.

ART. 254. — Las lesiones que se infieran los cónyuges, no podrán penarse sino por acusacion de ellos mismos; excepto las comprendidas en los artículos 246, 248 y 249.

ART. 255. — El que sorprendiendo en adulterio á su cónyuge, le causare, á este ó á su cómplice, alguna lesion grave, será castigado con arresto mayor en tercer grado.

Esta disposicion es aplicable, en análogas circunstancias, á los padres, respecto de sus hijas menores de veintiun años y de sus corruptores, mientras aquellas vivan en la casa paterna, con tal que ellos no hayan facilitado ó permitido su prostitucion.

ART. 256. — Los que por corregir las faltas de sus hijos ó nietos, les causen lesiones leves; y los cónyuges, padres ó hermanos mayores que infieran lesiones, cuya curacion no pase de treinta dias, á su cónyuge, hija ó hermana menor en el momento de sorprenderla en acto carnal, quedarán exentos de responsabilidad criminal.

TÍTULO V.

DEL DUELO.

ART. 257. — Los que se batieren en duelo, sufrirán arresto mayor en tercer grado, si no resultare muerte ni heridas graves.

En el caso de resultar muerte, la pena será cárcel en cuarto grado; y en el de heridas ó lesiones graves, reclusion en tercer grado.

ART. 258. — El que instigue á otro á provocar ó aceptar un duelo, si este se lleva á efecto, será castigado respectivamente con las mismas penas señaladas en el artículo anterior.

El que desacredite públicamente á otro por haber rehusado un duelo, será castigado como de injurias graves.

ART. 259. — Los padrinos de un duelo sufrirán las penas de los autores: — 1º. Si usaren cualquier género de alevosía en la ejecucion del duelo ó en el arreglo de sus condiciones: — 2º. Si lo concertaren á muerte, ó con conocida ventaja de uno de los combatientes.

Si ellos hubieren instigado al duelo, sufrirán un grado mas de pena que los instigadores comunes.

En los demás casos serán castigados como cómplices.

ART. 260. — Los que se batieren sin asistencia de dos ó mas padrinos mayores de edad, y sin que estos elijan las armas y arreglen las demás condiciones, sufrirán penitenciaria en segundo grado, si resultare muerte; cárcel en quinto grado, si resultaren lesiones graves; y cárcel en tercer grado, en cualquier otro caso.

ART. 261. — Se impondrá un grado mas de las penas señaladas en el artículo 257 :

1º. Al que provoque ó dé causa á un desafio, proponiéndose un interés pecuniario ó un objeto inmoral :

2º. Al combatiente que falte, en daño de su adversario, á las condiciones ajustadas por los padrinos :

3º. Al que habiendo injuriado á su adversario, se niegue á darle una satisfaccion decorosa :

4º. Al provocador que se negare á explicar á su adversario los motivos del desafio :

5º. Al que desechare las explicaciones suficientes, ó la satisfaccion decorosa que le ofrezca su adversario.

6º. Al que tuviere hábito de retar ó de buscar ocasiones de reñir.

ART. 262. — Se impondrá un grado menos de las penas designadas en el artículo 257 :

1º. Al injuriado que se batiere por no haber podido obtener de su ofensor la satisfaccion decorosa que le hubiese pedido :

2º. Al desafiado que se batiere por no haber podido obtener de su adversario la explicacion de los motivos del duelo.

3º. Al que se batiere por haber desechado su adversario la explicacion de los motivos del duelo, ó la satisfaccion decorosa del agravio.

ART. 263. — El que se batiere por grave ofensa inferida á su esposa, madre ó hija, sufrirá dos grados menos de las penas señaladas en este título para los duelistas.

Si la ofensa se hubiere hecho á su padre ó á su hijo, la atenuacion será solo de un grado.

SECCION OCTAVA.

DE LOS DELITOS CONTRA LA HONESTIDAD.

TÍTULO I.

DEL ADULTERIO.

ART. 264. — La mujer que cometa adulterio será castigada con reclusion en segundo grado.

El co-delincuente sufrirá confinamiento en el mismo grado.

ART. 265. — El marido que incurra en adulterio teniendo manceba en la casa conyugal, será castigado con reclusion en segundo grado; y con la misma pena en primer grado, si la tuviese fuera.

La manceba sufrirá en el primer caso, confinamiento en segundo grado; y confinamiento en primer grado, en el segundo caso.

ART. 266. — El cónyuge ofendido es el único que puede acusar por delito de adulterio.

No podrá intentar esta accion penal, si ha abandonado á su consorte, separándose de la vida conyugal.

ART. 267. — El cónyuge ofendido puede en cualquier tiempo remitir la pena á su consorte.

La union de los cónyuges produce la remision de la pena.

ART. 268. — Cuando se siga ante el juez eclesiástico juicio de divorcio por adulterio, si se declara no haber lugar al divorcio, no podrá intentarse la accion penal; y aunque se declare el divorcio, habrá necesidad de nuevo juicio ante la autoridad civil, para la aplicacion de la pena.

TÍTULO II.

DE LA VIOLACION, ESTUPRO, RAPTO Y OTROS DELITOS.

ART. 269. — El que viole á una mujer empleando fuerza ó violencia, ó privándola del uso de los sentidos con narcóticos ú otros medios, sufrirá penitencia en primer grado.

En la misma pena incurrirá el que viole á una virgen impúber, aunque sea con su consentimiento; ó á una mujer casada haciéndole creer que es su marido.

ART. 270. — El que estupre á una virgen mayor de doce años y menor de veintiuno, empleando solo la seducción, será castigado con reclusion en tercer grado.

ART. 271. — Si el estupro fuese cometido por persona que ejerce autoridad, ó por sacerdote, tutor ó maestro, ó por cualquiera persona encargada de la educacion ó guarda de la menor, ó por su ascendiente ó hermano, se aumentará la pena en dos grados.

ART. 272. — Las mismas penas de los anteriores artículos se aplicarán respectivamente al reo de sodomía.

ART. 273. — El rapto de una mujer casada, doncella ó viuda honesta, ejecutado con violencia, se castigará con cárcel en quinto grado.

Si recayere en otra clase de mujer, la pena será cárcel en tercer grado.

ART. 274. — El rapto de una doncella ejecutado sin violencia de ella ni de las personas en cuya guarda ó potestad se halle, será castigado con reclusion en tercer grado.

Si se ejecutare tambien sin violencia, con el de-

signio de contraer matrimonio, se impondrá reclusion en primer grado.

Cuando en el rapto hubiere violacion ó estupro, se observará lo dispuesto en el artículo 45.

ART. 275. — El raptor que no entregare la persona robada ó no diere razon satisfactoria de su paradero, será castigado como homicida.

ART. 276. — Los reos de violacion, estupro ó rapto, serán además condenados á dotar á la ofendida si fuere soltera ó viuda, en proporcion á sus facultades, y á mantener la prole que resulte.

ART. 277. — En los casos de estupro, violacion ó rapto de una mujer soltera, quedará exento de pena el delincuente, si se casare con la ofendida, prestando ella su libre consentimiento, despues de restituida á poder de su padre ó guardador, ó á otro lugar seguro.

ART. 278. — No se procederá á formar causa por los delitos á que se refiere este título, sino por acusacion ó instancia de la interesada, ó de la persona bajo cuyo poder se hubiere hallado cuando se cometió el delito; debiendo el consejo de familia nombrar á la agraviada, en caso necesario, el correspondiente defensor.

Si el delito se cometiere contra una impúber que no tenga padres ni guardador, puede acusar cualquiera del pueblo, y procederse de oficio.

ART. 279. — El que habitualmente, ó con abuso de autoridad ó confianza, promoviere ó facilitare la prostitucion de las personas menores de edad, para satisfacer los deseos de otro, sufrirá cárcel en cuarto grado.

ART. 280. — Los ascendientes y guardadores que contribuyan como cómplices á la violacion, estupro ó rapto de sus descendientes ó pupilas, serán castigados como autores.

Los maestros ó encargados de la educacion que resultaren cómplices, serán tambien castigados como autores.

SECCION NOVENA.

DE LOS DELITOS CONTRA EL HONOR.

TÍTULO ÚNICO.

DE LAS INJURIAS Y CALUMNIAS.

ART. 281. — Comete delito de injuria, el que deshonra, desacredita ó menosprecia á otro por medio de palabras, escritos ó acciones.

ART. 282. — Son injurias graves :

1º. La imputacion de un delito, cuya acusacion no corresponde al Ministerio Fiscal :

2º. La imputacion de un vicio ó falta demoralidad, que pueda perjudicar considerablemente la fama, el crédito ó los intereses del agraviado :

3º. Las palabras, dichos ó acciones, que envuelvan grave faltamiento de respeto á los padres y demás ascendientes, á los sacerdotes, maestros, superiores y personas constituidas en dignidad :

4º. Las palabras, dichos ó acciones, que en concepto público se tengan por afrentosas, en razon de su naturaleza, ocasion ó circunstancias.

ART. 283. — Son injurias leves, aquellas en que no concurra ninguno de los requisitos del precedente artículo.

ART. 284. — El que injurie á otro públicamente y por escrito, sea de un modo directo, sea empleando alegorías ó pinturas, ó de cualquiera otra manera,

imputándole delito, sufrirá reclusion en tercer grado, y multa de veinte á doscientos pesos.

Si la imputacion no fuere de delito, se rebajará un grado de la pena de reclusion.

ART. 285. — Cuando la injuria se infiera públicamente de palabra, se rebajará respectivamente un grado de la pena de reclusion designada en el artículo anterior.

ART. 286. — El que deshonnare á otro, flagelándolo, aunque no le origine lesion, ó escupiéndole públicamente á la cara, ó practicando con él cualquiera otro acto igualmente ignominioso, será castigado con reclusion en tercer grado.

Si la injuria fuere inferida por el inferior á su superior, se aumentará la pena en un grado.

La injuria leve se castigará como falta.

ART. 287. — La falsa imputacion de un delito en que tenga obligacion de acusar el Ministerio Fiscal, ó de delitos ó faltas cometidas por un empleado público en ejercicio de sus funciones, constituye el delito de calumnia.

ART. 288. — El reo de calumnia será castigado respectivamente, con un grado mas de pena que el injuriante.

Si probare la imputacion quedará libre de pena.

En los casos de acusacion calumniosa hecha en juicio, se aumentará en uno ó dos términos la pena señalada en el inciso primero de este artículo.

ART. 289. — El reo de calumnia ó injuria encubierta ó equívoca, que rehuse dar en juicio explicacion satisfactoria sobre ella, sufrirá la pena correspondiente á la injuria ó calumnia manifiestas, disminuida en un grado.

ART. 290. — Cuando la calumnia ó la injuria se hubiere propagado por medio de la prensa, el juez ó

tribunal ordenará, si lo pidiere el ofendido, que los editores inserten, en los respectivos impresos ó periódicos y á costa del culpable, la sentencia ó satisfaccion.

ART. 291. — Estando vivo el ofendido, nadie sino él puede acusar por injurias ó calumnias. Si hubiese muerto, podrán ejercer la accion los ascendientes, descendientes, hermanos, ó cónyuge del difunto agraviado, si fuere trascendental á ellos la ofensa; y en todo caso el heredero.

ART. 292. — El culpable de calumnia ó injuria contra un particular, queda exento de pena si lo perdona el ofendido.

SECCION DÉCIMA.

DE LOS DELITOS CONTRA EL ESTADO CIVIL DE LAS PERSONAS.

TÍTULO I.

DE LA SUPOSICION DE PARTOS Y OTRAS USURPACIONES DEL ESTADO CIVIL.

ART. 293. — La mujer que finja preñez ó parto, para dar á su supuesto hijo derechos que no le correspondan, sufrirá reclusion en cuarto grado.

En la misma pena incurrirá el médico, ó la partera que coopere á la ejecucion del delito.

ART. 294. — El que expusiere ú ocultare á un niño, ó le supusiese filiacion, para hacerle perder su estado de familia ó los derechos que por él le correspondan, sufrirá cárcel en cuarto grado.

En la misma pena incurrirá el que supusiere filiacion en favor de una persona, para defraudar los derechos que correspondan á otro.

Si la falsa filiacion tuviere por objeto favorecer á una persona, pero sin suplantarla en lugar de otra cuya filiacion se usurpe, la pena será reclusion en segundo grado.

ART. 295. — El que en cualquiera otro caso, que no sea de los especificados en los artículos anteriores, usurpe el estado civil de otro, será castigado con reclusion en primer grado, sin perjuicio de la pena que corresponda, cuando le defraude sus bienes ó derechos.

TÍTULO II.

DE LOS MATRIMONIOS ILEGALES.

ART. 296. — El que contrajere matrimonio, siendo casado ó religioso profeso, ú ordenado *in sacris*, sufrirá cárcel en cuarto grado.

Si el matrimonio se contrajere ocultando alguno de los otros impedimentos no dispensables por la Iglesia, la pena será cárcel en tercer grado.

Si la ocultacion fuere de impedimentos dispensables, se impondrá reclusion en tercer grado, y multa de cincuenta á doscientos pesos; debiendo reducirse la reclusion al primer grado, si se revalidare el matrimonio.

Cuando el impedimento fuere de los que no anulan el matrimonio, la pena será arresto mayor en cuarto grado, y multa de veinticinco á cien pesos.

ART. 297. — El eclesiástico que á sabiendas autorice un matrimonio ilegal, sufrirá confinamiento, en el mismo grado en que se aplique al contrayente la cárcel ó reclusion.

En el último caso del artículo anterior, se aplicará al eclesiástico arresto mayor en tercer grado.

ART. 298. — El contrayente doloso pagará una

multa de trescientos á tres mil pesos, en favor de la mujer engañada.

ART. 299. — El que en un matrimonio ilegal pero válido, hiciere intervenir al párroco por sorpresa ó engaño, sufrirá reclusion en primer grado.

Si mediare violencia ó intimidacion, la pena será cárcel en segundo grado.

SECCION UNDÉCIMA.

DE LOS DELITOS CONTRA LA LIBERTAD Y SEGURIDAD PERSONAL, INVOLABILIDAD DEL DOMICILIO Y OTRAS GARANTIAS INDIVIDUALES.

TÍTULO I.

DE LOS ATENTADOS CONTRA LA LIBERTAD.

ART. 300. — El que prive á otro de su libertad, encerrándolo ó deteniéndolo, y el que proporcione casa ó lugar para la detencion ó encierro, sufrirá reclusion en primer grado :

1º. Si la secuestracion dura mas de un mes :

2º. Si se hubiese ejecutado simulando autoridad pública :

3º. Si se hubiese amenazado de muerte al secuestrado, ó inferídosele alguna lesion que no merezca pena mayor.

ART. 301. — Si la lesion mereciere pena mayor, ó se cometiese algun otro delito con motivo de la secuestracion, se observará lo dispuesto en el artículo 45.

ART. 302. — Si la secuestracion durare menos de tres dias, ó se pusiere en libertad al detenido antes

de iniciarse la causa, sin que concurra ninguna de las circunstancias expresadas en los incisos segundo y tercero del artículo trescientos, la pena será arresto mayor en primer grado.

ART. 303. — Si la secuestracion durare mas de tres dias y menos de treinta, se agravará la pena del artículo anterior, con un término por cada tres dias.

ART. 304. — El que reclutare á otro para que sirva en el ejército ó en la armada, será castigado con cárcel en primer grado; y las autoridades civiles ó militares que hubiesen ordenado el reclutamiento, sufrirán destitucion, y multa de veinticinco á doscientos pesos en favor del agraviado.

TÍTULO II.

DE LA SUSTRACCION DE MENORES.

ART. 305. — El que sustrajere un menor de nueve años del poder de sus padres, sufrirá arresto mayor en tercer grado.

Si el menor sustraído hubiese estado en poder de su guardador, ó de cualquiera otra persona encargada de su custodia, la pena será arresto mayor en segundo grado.

ART. 306. — Si la sustraccion se hiciere con el objeto de privar al menor de algun derecho civil, ó de aprovecharse de sus servicios ó de sus bienes, se aplicará cárcel en primer grado y multa de veinticinco á quinientos pesos.

ART. 307. — En la misma pena del artículo anterior incurrirá, el que hallándose encargado de la persona de un menor de nueve años, no lo presente á sus padres ó guardadores que lo soliciten, ó no dé razon satisfactoria sobre su desaparicion.

ART. 308. — El que indujere al mayor de nueve y menor de quince años, á que fugue de casa de sus padres, guardadores ó encargados de su persona, sufrirá arresto mayor en primer grado y multa de diez á cien pesos.

ART. 309. — El que á sabiendas reciba ú oculte á los menores sustraídos ó seducidos, será castigado como cómplice.

ART. 310. — En todos los casos de los anteriores artículos de este título, se exigirá á los reos la caución correspondiente.

ART. 311. — El que abandone á un menor de siete años que esté á su cuidado, sufrirá arresto mayor en quinto grado.

ART. 312. — Si á consecuencia del abandono muriere el menor, se aplicará penitenciaria en primer grado.

Si solamente estuviese en peligro su vida, cárcel en segundo grado.

Se aplicará reclusion en segundo grado, al que pudiendo no auxilie á un niño cuya vida estuviere en inminente peligro por causa de desamparo.

ART. 313. — El que teniendo á su cargo la crianza ó educacion de un menor, lo pusiese en un hospicio público ó lo entregare á alguna persona sin la anuencia de sus padres ó guardadores, ó de la autoridad local, á falta de unos y otros, será castigado con multa de cincuenta á quinientos pesos.

ART. 314. — El que encontrando perdido ó desamparado á un menor de siete años, no lo recogiere ó lo depositare en lugar seguro, dando cuenta á los padres ó guardadores del menor, ó á la autoridad, será castigado con multa de veinticinco á doscientos pesos.

TÍTULO III.

DE LA VIOLACION DEL DOMICILIO.

ART. 315. — El que entre en casa ajena contra la voluntad de su dueño, sufrirá arresto mayor en primer grado y multa de diez á cien pesos.

Si el allanamiento se verifica con violencia ó intimidacion, se aumentará en dos grados el arresto, y la multa será de veinticinco á doscientos pesos.

ART. 316. — La disposicion del artículo anterior no es aplicable al que entra en la morada ajena para evitar un mal grave, á sí propio, á los moradores ó á un tercero; ni al que lo hace por cumplir un deber de humanidad ó prestar auxilio á la justicia.

ART. 317. — Lo dispuesto en la primera parte del artículo 315, no tiene aplicacion á los cafés, tabernas, posadas y demás casas públicas, mientras estuvieren abiertas.

TÍTULO IV.

DE LAS AMENAZAS Y COACCIONES.

ART. 318. — El que amenace por escrito con un mal que constituya delito, será castigado con la pena correspondiente á este, disminuida en un grado, si la amenaza se hiciere con el objeto de que se deposite una suma de dinero ó se practique cualquier otro acto.

ART. 319. — Si la amenaza fuere incondicional, se castigará con arresto mayor en tercer grado.

Si fuere verbal, con arresto mayor en segundo grado.

Si de mal que no constituya delito, con arresto mayor en primer grado.

ART. 320. — El reo de cualquiera de los delitos expresados en los dos artículos anteriores, quedará sujeto á la caucion de no ofender, ó á la vigilancia de la autoridad de dos á seis meses.

ART. 321. — El que impidiere á otro, con violencia, hacer lo que la ley no prohíbe, ó le compeliere á ejecutar lo que no quiera, sufrirá arresto mayor en primero ó segundo grado, y multa de veinticinco á cien pesos.

ART. 322. — El que con amenazas ó violencias se hiciere justicia por sí mismo, tomando una cosa de su deudor para hacerse pago con ella, sufrirá arresto mayor en segundo ó tercer grado, y multa del tanto al doble del valor de la cosa.

TÍTULO V.

DE LA VIOLACION DE SECRETOS.

ART. 323. — El que se apodere de papeles ó cartas de otro, ó revele los secretos que contengan, será castigado con arresto mayor en segundo grado y multa de diez á cien pesos.

Si se hubiere impuesto de los secretos, aunque no los revele, sufrirá el arresto mayor en primer grado.

ART. 324. — El que descubra el secreto de alguna invencion ó procedimiento industrial que se le confie en calidad de amigo, discípulo, dependiente ó socio, sufrirá arresto mayor en primer grado y multa de veinticinco á doscientos pesos.

ART. 325. — El administrador, dependiente ó criado, que divulgue los secretos de su patron, de los cuales hubiese tenido conocimiento estando al servicio de este, será castigado con arresto mayor en segundo grado y la multa del artículo anterior.

SECCION DUODÉCIMA.

DE LOS DELITOS CONTRA LA PROPIEDAD PARTICULAR.

TÍTULO I.

DE LOS ROBOS Y HURTOS.

ART. 326. — El que cometa robo, hiriendo ó maltratando á una persona, para que descubra, entregue ó no defienda la cosa que intenta robar, sufrirá penitenciaria en tercer grado.

ART. 327. — Serán castigados con penitenciaria en primer grado :

1º. El que amenace ó intimide para que se descubra, entregue, ó no se defienda la cosa :

2º. El que roba empleando armas, ó en despoblado ó camino público :

3º. El que se hubiere asociado á tres ó mas personas para cometer el robo :

4º. El que retuviere en rehenes una persona para sacar rescate.

ART. 328. — Los que cometan robo sin violencia ni intimidacion á la persona, sufrirán cárcel en quinto grado :

1º. Cuando el robo se perpetre con escalamiento, perforacion de pared ó cerca ; ó introduciéndose por conducto subterráneo, ó por via que no esté destinada á servir de entrada al edificio :

2º. Cuando haya fractura de puerta, ventana ó mueble con cerradura :

3º. Cuando se haga uso de ganzúa, llave falsa, ú otro instrumento semejante, para abrir una cerra-

dura ; ó de la llave verdadera que hubiese sido sustraída :

4º. Cuando el robo se ejecute de noche, ó con auxilio de un doméstico ó dependiente de la casa , al cual se hubiere sobornado :

5º. Cuando para cometer el robo se suponga el delincuente empleado público , ó finja órden de la autoridad.

ART. 329. — El que cometa hurto ó sustraiga clandestinamente la cosa, sin concurrir ninguna de las circunstancias de los artículos anteriores, será castigado con cárcel en tercero ó cuarto grado, segun la entidad de la cosa hurtada.

ART. 330. — Cuando el valor de la cosa hurtada no exceda de doscientos pesos, la pena será cárcel en primer grado : si no pasare de cien pesos , se aplicará arresto mayor en cuarto grado.

ART. 331. — Si con motivo ú ocasion del hurto ó robo, resultare homicidio, mutilacion de miembros, lesion grave, ó algun delito contra la honestidad, será castigado el reo conforme á lo dispuesto en el artículo 45.

ART. 332. — El jefe de una pandilla de tres ó mas malhechores, con quienes hubiere perpetrado el robo, será castigado con uno ó dos términos mas de la pena señalada para los autores.

ART. 333. — El socio habitual de una pandilla de malhechores, será considerado como co-delincuente de estos en todo atentado que cometan, á no ser que pruebe no haber tenido participacion alguna en el delito.

ART. 334. — El robo frustrado se castigará como delito consumado, si se sorprendiere *infraganti* al culpable.

Se castigará tambien como robo consumado si el

delito se frustrare despues que el delincuente hubiese realizado alguna de las circunstancias expresadas en los artículos 326 y 327.

ART. 335. — Él que arrebate una cosa de valor del poder de la persona que la lleve, sufrirá cárcel en primero ó segundo grado, segun la gravedad del caso.

ART. 336. — El que obligue á otro á firmar, otorgar ó entregar una escritura pública, letra, vale ó documento, usando de violencia en la persona, sufrirá cárcel en tercer grado.

TÍTULO II.

DE LA USURPACION.

ART. 337. — El que empleando violencia despoje á otro de la posesion de una cosa raiz, ó del uso, usufructo ó servidumbre que en ella goce, sufrirá reclusion en primero ó segundo grado, y multa de veinte á doscientos pesos, segun la entidad de lo usurpado y la calidad de la violencia.

Si el despojo se verificara en cuadrilla, se aplicará el máximum de la multa, y reclusion en tercer grado.

Si se cometiere sin violencia, y solo por fraude ó astucia, la pena corporal será arresto mayor en tercero ó cuarto grado.

ART. 338. — El que para cometer usurpacion destruya ó altere los términos ó linderos de las fincas ó heredades, sin causar eyeccion, sufrirá reclusion en primer grado y multa de veinte á doscientos pesos.

En la misma pena incurrirá el que usurpe el derecho de regadio, variando el curso de las aguas.

Si solo variare la anchura de las tomas ó cauces, la pena se reducirá á la multa.

TÍTULO III.

DE LOS DEUDORES PUNIBLES.

ART. 339. — El deudor alzado sufrirá cárcel en cuarto grado.

El quebrado fraudulento, cárcel en segundo grado.

El quebrado simplemente culpable, arresto mayor en cuarto grado.

ART. 340. — En los casos segundo y tercero del precedente artículo, se rebajará un grado de la respectiva pena, si la quiebra no excede del veinticinco por ciento del capital, ó no llega á mil pesos.

ART. 341. — El deudor que niegue la deuda, oculte ó enajene maliciosamente sus bienes, ó simule créditos en fraude de sus acreedores, sufrirá reclusion en cuarto grado, si la deuda fuere de diez mil pesos ó mas.

Por cada mil pesos menos, se rebajará un término de la pena hasta llegar al primer grado.

Si la deuda no llega á mil pesos, pero pasa de ochocientos, la pena será arresto mayor en cuarto grado; rebajándose un término por cada cien pesos de menos.

ART. 342. — Se aplicarán respectivamente las mismas penas del artículo anterior :

1º. A los deudores y fiadores que, al tiempo de contraer sus respectivas obligaciones, presenten como bienes responsables los que no podían ser obligados, ó callen ú oculten sus gravámenes ó hipotecas :

2º. A los que, á sabiendas, compren ó encubran los bienes que enajene ú oculte el deudor en fraude de sus acreedores.

ART. 343. — En las causas contra deudores puni-

bles, servirá de bastante sumario la calificación de la quiebra hecha conforme al Código de Comercio, ó la prueba sobre el fraude, ocultación ó negativa temeraria, legalmente producida en juicio civil.

ART. 344. — El deudor queda exento de la pena, si su acreedor le releva de ella, ó si prueba que ha faltado á su deber por caso fortuito.

TÍTULO IV.

DE LAS ESTAFAS Y OTRAS DEFRAUDACIONES.

ART. 345. — Todo el que con nombre supuesto, ó bajo calidades imaginarias, falsos títulos ó influencia mentida, defraude á otro, aparentando bienes, crédito, comisión, empresa ó negociaciones, ó valiéndose para el efecto de cualquier otro ardid ó engaño, será castigado :

1º. Con arresto mayor en segundo ó tercer grado, si la defraudación no excede de cincuenta pesos :

2º. Con reclusión en primero ó segundo grado, si pasa de cincuenta pesos y no llega á quinientos :

3º. Con cárcel en primero ó segundo grado, si excede de quinientos pesos.

ART. 346. — Sufrirán respectivamente las penas anteriores, con aumento de un grado :

1º. Los que defrauden á otro en la sustancia, cantidad ó calidad de las cosas que le entreguen en virtud de un título obligatorio :

2º. Los plateros, joyeros ó preñados, que cometan defraudación, alterando la calidad, ley ó peso de los metales, en las obras que vendieren ó se les hubiese confiado ; ó cambiando los diamantes ú otras piedras preciosas, con falsas ó de inferior calidad ; ó vendiendo perlas ó piedras falsas por finas :

3°. Los comerciantes y traficantes que defrauden al comprador, vendiéndole como el oro, plata ó otro metal fino, objetos que sean de distinta materia ó ley :

4°. Los que hagan uso de pesas ó medidas falsas :

5°. Los que defrauden con pretexto de supuesta remuneracion á los jueces ó á otros empleados públicos :

6°. Los que en perjuicio de otro, nieguen haber recibido, ó se apropien ó distraigan dinero, efecto ó cualquiera otra cosa mueble que se les hubiera dado en depósito, comision, administracion ú otro título que produzca obligacion de entregar ó devolver :

7°. Los que defrauden haciendo suscribir con engaño algun documento :

8°. Los que cometan alguna defraudacion abusando de firma en blanco, y extendiendo con ella algun documento, en perjuicio del mismo que la dió ó de un tercero :

9°. Los que se nieguen á restituir la cosa ajena que hubiesen encontrado perdida, ó el depósito miserable que se les hubiese confiado :

10°. Los que cometan el fraude en escritura pública, ó abusando de la confianza que en ellos se hubiese depositado.

ART. 347. — Sufrirán respectivamente un grado menos de las penas señaladas en el artículo 345, los que cometieren defraudacion, sustrayendo, ocultando ó inutilizando, en todo ó en parte, algun proceso, expediente, documento ú otro papel importante.

ART. 348. — El que fingiéndose dueño de una cosa la enajene, grave, arriende ó empeñe, ó disponga de ella como libre á sabiendas que está gravada, será castigado con una multa del tanto al doble del valor del perjuicio que cause.

ART. 349. — El que abuse de las necesidades,

debilidades ó pasiones de un menor, para privarle de los bienes muebles de que pueda disponer, ó hacerle firmar documentos de pago, bajo cualquiera forma que se hiciere ó disfrazare esta negociacion, será castigado con cárcel en primer grado y multa, en favor del menor, del uno al diez por ciento de los bienes vendidos, ó de la cantidad del pagaré ú obligacion otorgada.

ART. 350. — Los que soliciten dádiva ó promesa para no tomar parte en una subasta pública, ó fingidamente se presenten como postores para perjudicar al fisco, á las establecimientos públicos, ó á los verdaderos licitadores, sufrirán arresto mayor en primer grado, y multa del medio al uno por ciento sobre el valor de la cosa subastada.

ART. 351. — El que estafe á los particulares, vendiendo la prenda sobre la cual prestó dinero, ó apropiándose la ó disponiendo de ella sin previa tasacion judicial y remate público, sufrirá arresto mayor en primer grado, y multa de ciento á quinientos pesos en favor de la parte damnificada.

ART. 352. — El prestamista sobre prendas que no lleve razon de la cantidad que presta y del valor de la prenda, y que no dé al interesado una copia de dicha razon, sufrirá multa de diez á cien pesos.

Si recibiere prenda de un doméstico, hijo de familia ó persona notoriamente vaga, perderá además la cantidad del préstamo.

ART. 353. — El que publicare una produccion literaria sin consentimiento de su autor, sufrirá una multa de veinticinco á trescientos pesos, si no hubiere expendido ningun ejemplar. En caso contrario, se duplicará la multa, sin perjuicio del comiso.

En las mismas penas incurrirán los que, sin consentimiento del autor, representen ó hagan repre-

sentar una obra dramática, ó publiquen sus invenciones en ciencias ó artes.

TÍTULO V.

DE LOS INCENDIOS Y OTROS ESTRAGOS.

ART. 354. — El que de propósito incendiare edificio, buque ó lugar habitado, arsenal, parque de artillería, almacén de pólvora ó astillero, sufrirá penitenciaria en tercer grado.

Si resultase muerte, se aplicará la pena designada en el artículo 232.

ART. 355. — Se aplicará penitenciaria en segundo grado, cuando el incendio sea de almacén, establecimiento industrial ó lugar de morada; de un edificio cualquiera en poblado, aunque no esté destinado á la habitacion; ó de almacén de granos, eras, montes, viñedos, cañaverales, mieses y otros semejantes plantíos.

ART. 356. — El incendiario de otros objetos no comprendidos en los artículos precedentes, sufrirá penitenciaria en primer grado, si el valor de lo incendiado excediere de quinientos pesos.

Si no llegare á esa cantidad, pero pasare de cuatrocientos pesos, la pena será cárcel en cuarto grado; debiendo rebajarse un grado por cada cien pesos de menos.

ART. 357. — El incendio de choza, pajar ó cobertizo, deshabitados, ó de cualquier otro objeto cuyo valor no llegue á cincuenta pesos, y en que no haya peligro de propagacion, será castigado como daño leve.

ART. 358. — Incurrirá respectivamente en las penas señaladas en los precedentes artículos, el que

causare estragos por medio de sumersion ó varamientos de nave, explosion de mina, bomba ó máquina de vapor, inundacion, ú otro medio de destruccion tan poderoso como los expresados.

ART. 359. — El que fuere sorprendido con bomba de incendio, mezcla ú otro preparativo conocidamente destinado para incendiar ó causar alguno de los estragos indicados en este título, sufrirá cárcel en cuarto grado, si no diere explicacion satisfactoria del fin á que se proponia aplicar ese elemento de destruccion.

ART. 360. — El culpable de incendio ó estragos no se eximirá de las penas impuestas en este título, aunque para cometer el delito hubiere incendiado ó destruido bienes de su propiedad.

TÍTULO VI.

DE LOS DAÑOS.

ART. 361. — Los que por cualquier medio que no sea el incendio, ó los demás indicados en el título precedente, causen daño en casas, fábricas, ganados, heredades, establecimientos industriales ú otras propiedades ajenas; ó en puentes, acequias, caminos ú otros objetos de uso comun, sufrirán arresto mayor en segundo grado y una multa equivalente al duplo del valor del daño causado, que se aplicará á la parte damnificada.

Quando este valor no llegue á cincuenta pesos, se castigará como falta, á menos que recaiga en ganados.

Si el daño, cualquiera que sea, causare la ruina del ofendido, se agravará en un grado la pena de arresto.

ART. 362. — El que hiciere daño en documentos,

expedientes ú otras cosas que no puedan estimarse, sufrirá una multa de veinte á doscientos pesos y arresto mayor en primero ó segundo grado.

ART. 363. — Si el autor del daño no pudiere satisfacer la responsabilidad civil á que le sujeta este Código, sufrirá un grado mas de arresto.

TÍTULO VII.

DE LOS JUEGOS Y RIFAS.

ART. 364. — Los que establecieren juegos de suerte ó azar, sufrirán arresto mayor en segundo grado. Si reincidieren, sufrirán cárcel en primer grado.

Los dueños de fondas, cafés y demás establecimientos de esta especie, que consintieren el juego de azar, sufrirán multa de cincuenta á quinientos pesos.

ART. 365. — Serán castigados con cárcel en primer grado y multa de veinte á doscientos pesos, los que en las casas de juego que corran á su cargo consintan hijos de familia, dependientes de almacenes ú otros establecimientos de comercio ó industria, sirvientes domésticos ó personas notoriamente vagas.

ART. 366. — Los que jueguen ó concurran con tal objeto á las casas de juego á que se refiere el artículo 364, serán penados con arresto mayor en primer grado : los que jugaren á la mala, serán castigados como estafadores.

ART. 367. — El dinero y los efectos encontrados en las mesas de los jugadores sorprendidos *infraganti* delito, se aplicarán á los establecimientos de beneficencia.

ART. 368. — Los que sin licencia de la autoridad competente expendan billetes de rifas, sufrirán arresto mayor en primer grado y multa de diez á cien pesos.

TÍTULO VIII.

DISPOSICIONES GENERALES.

ART. 369. — Están exentos de responsabilidad criminal y sujetos únicamente á la civil, por los hurtos, defraudaciones ó daños que recíprocamente se causen :

1º. Los cónyuges ; y los ascendientes, descendientes y afines en la misma línea :

2º. El consorte viudo, respecto de las cosas de la pertenencia de su difunto cónyuge, mientras no hayan pasado á poder de otro :

3º. Los hermanos y cuñados, si vivieren juntos :

ART. 370. — La excepcion del artículo anterior no es aplicable á los extraños que participen del delito.

ART. 371. — Las penas señaladas en esta seccion se aplicarán sin perjuicio de la restitucion de la cosa sustraída ó defraudada.

LIBRO TERCERO.

De las faltas y de sus penas.

TÍTULO I.

DE LAS FALTAS CONTRA LA RELIGION.

ART. 372. — El que públicamente blasfemare de Dios, será castigado con arresto menor en tercer grado.

Si blasfemare de la Virgen, de los santos ó de los dogmas de la religion, ó los ridiculizare con palabras ó hechos, la pena será arresto menor en segundo grado.

ART. 373. — El que en los templos ó lugares religiosos escandalice con actos de irreverencia, sufrirá arresto menor en primer grado.

TÍTULO II.

DE LAS FALTAS CONTRA LA MORAL.

ART. 374. — El que ofenda públicamente el pudor, con palabras ó alegorias, reticencias ó ademanes

obscenos, sufrirá arresto menor en primer grado y multa de dos á diez pesos.

Se aplicará igual pena al que exhibiere ó expendiere pinturas ú otros objetos deshonestos.

ART. 375. — El artista que en sus exhibiciones ó representaciones públicas, incurra en alguna de las faltas del artículo anterior, será castigado con arresto menor en segundo grado y multa de cinco á veinticinco pesos.

ART. 376. — El ebrio escandaloso, será castigado con arresto menor en primer grado y multa de uno á cinco pesos.

ART. 377. — El que incite á un menor al juego, á la embriaguez ó á otro acto inmoral, ó le facilite la entrada en los garitos ú otros sitios de corrupcion, será castigado con arresto menor en quinto grado.

ART. 378. — El dueño de establecimientos públicos en donde haya juegos permitidos por la ley, que consienta en ellos á hijos de familia ó sirvientes domésticos, sufrirá multa de dos á diez pesos.

ART. 379. — El que en los establecimientos públicos falte al pudor ó escandalice con su conducta, sufrirá reprension y multa de dos á veinte pesos.

TÍTULO III.

DE LAS FALTAS CONTRA LA SEGURIDAD Y ÓRDEN PÚBLICO.

ART. 380. — Serán castigados con arresto menor en primer grado, y multa de dos á veinte pesos :

1º. Los que formen reuniones que perturben el sosiego de la poblacion :

2º. Los que en algun establecimiento público, fallen á las reglas de seguridad prescritas por las autoridades :

3º. Los que en reuniones ó espectáculos públicos, turben el orden con palabras ó con hechos.

ART. 381. — Los que, con violacion de los reglamentos, disparen armas de fuego, toquen campanas, ó causen cualquier detonacion ó ruido que turbe la tranquilidad de los vecinos, serán castigados con represión y multa de uno á quince pesos.

ART. 382. — Cualquiera otra infraccion de las disposiciones reglamentarias, que dictare la autoridad competente para mantener el orden y la tranquilidad de las poblaciones, se castigará segun la naturaleza de la falta, con arresto menor en segundo ó tercer grado, ó con multa de uno á treinta pesos.

TÍTULO IV.

DE LAS FALTAS CONTRA EL ASEO Y ORNATO PÚBLICO.

ART. 383. — Los que arrojen en las plazas, calles ó casas particulares, escombros ó materias inmundas, sufrirán multa de uno á veinticinco pesos.

ART. 384. — Los que en las alamedas ú otros sitios de recreo público, corten árboles, arranquen ó dañen de cualquier manera las plantas, deterioren las estatuas, pinturas ú otros adornos, sufrirán arresto menor en primer grado, ó multa de dos á veinte pesos.

TÍTULO V.

DE LAS FALTAS CONTRA LA SALUBRIDAD PÚBLICA.

ART. 385. — Los que infrinjan los reglamentos sanitarios dados por la autoridad, ó las reglas higién-

nicas acordadas en tiempo de epidemia, sufrirán arresto menor en segundo grado y multa de uno á diez pesos.

Si los infractores fueren directores ó empleados de hospitales, ó dueños de mataderos, posadas, fondas ó puestos en donde se expendan comestibles, se aumentará el arresto en uno ó dos grados, y la multa desde el tanto hasta el quintuplo de la designada en el precedente inciso.

ART. 386. — Los boticarios ó traficantes que contravengan á las reglas establecidas para la elaboración, depósito ó venta de materias inflamables ó corrosivas, ó de productos químicos ú otros efectos de reconocido peligro para la vida ó la salud, sufrirán arresto menor en tercer grado y multa de cuatro á veinte pesos.

ART. 387. — Los fonderos, abastecedores y vivanderos, que estafen á los consumidores, en la calidad ó cantidad de los artículos que expendan, sufrirán multa de dos á diez pesos, si la estafa no excediere de veinte pesos. En caso de exceder, serán castigados como reos de delito.

ART. 388. — Los que infrinjan las disposiciones reglamentarias que dicte la autoridad competente, para el uso ó distribución de las aguas potables ó de regadío, sufrirán arresto mayor en segundo grado y multa de cinco á veinticinco pesos.

ART. 389. — Quedan sujetos á las penas del artículo anterior, los que falten á la legalidad de los pesos y medidas, ó quebranten las reglas prescritas por la autoridad para ferias, mercados, mataderos, conservación de caminos ó alumbrado público.

ART. 390. — En las infracciones que cometan los directores del alumbrado por gas, de ferro-carriles, provision general de aguas ú otras empresas seme-

jantes, podrá extenderse la multa desde veinticinco hasta quinientos pesos, conforme á la gravedad de la falta.

TÍTULO VI.

DE LOS DAÑOS LEVES.

ART. 391. — Sufrirá multa de dos á veinte pesos, el que cause en la propiedad ajena algun daño cuyo importe no llegue á cincuenta pesos.

Si se cometiere el daño obstruyendo los acueductos, ó desviando las aguas potables ó de regadío, la multa no bajará de cuatro pesos.

ART. 392. — El que cause daño en heredad ajena, con ganados ó con animales de labranza, sufrirá una multa equivalente al valor del daño.

ART. 393. — El que destruya ó deteriore en el campo, choza, cerca ó albergue, será castigado con arresto menor en primer grado y multa de cinco á veinticinco pesos.

TÍTULO VII.

DE LAS LESIONES É INJURIAS LEVES.

ART. 394. — El que cause una lesion ó maltrato leve, que no impida al ofendido continuar en su trabajo ú ocupacion ordinaria, ni le demande asistencia de facultativos, sufrirá arresto menor en segundo grado y multa de cinco á veinticinco pesos.

Si estas faltas se cometieren contra alguna de las personas designadas en el inciso tercero, artículo 282, se castigarán como delitos, con arresto mayor en segundo grado.

ART. 395. — Los que injurien levemente á otro, serán castigados con arresto menor en primero ó

segundo grado, y una multa proporcionada á la condicion del ofendido respecto del ofensor, con tal que no exceda de cincuenta pesos.

Si la injuria si infriere en el calor de una reyerta, se castigará con represion y multa de dos á diez pesos.

TÍTULO VIII.

DISPOSICIONES COMUNES Á LAS FALTAS.

ART. 396. — Los cómplices y encubridores de faltas, sufrirán una pena proporcionada á la de los autores, segun el prudente arbitrio del juez.

ART. 397. — El comiso de los instrumentos con que se cometa la falta y de los efectos que de ella resulten, se decretará segun el prudente arbitrio del juez.

Los útiles destinados para el juego prohibido; las llaves maestras, ganzúas, medidas y pesas falsas; las bebidas y comestibles nocivos ó adulterados, y otros efectos análogos, se decomisarán en todo caso.

ART. 398. — Toda falta lleva consigo la reparacion del daño y de los perjuicios que cause, á finas de la pena que le esté designada.

ART. 399. — En los casos en que se deja al arbitrio del juez el castigar las faltas con arresto menor ó con multa, se preferirá la multa si no hubiere habido depravacion de parte del culpable.

ART. 400. — Cualquiera falta que estando calificada de tal, no resulte comprendida en los títulos precedentes, será castigada con arresto menor que no exceda del cuarto grado, ó con multa que no pase de cincuenta pesos.

INDICE
DEL
CÓDIGO PENAL.

LIBRO PRIMERO.

De los delitos, de los delincuentes y de las penas en general.

SECCION PRIMERA.

DE LOS DELITOS Y DE LAS FALTAS EN GENERAL. Pag.
9

SECCION SEGUNDA.

DE LAS CIRCUNSTANCIAS QUE EXTINGUEN Ó MODIFICAN LA RESPONSABILIDAD CRIMINAL.

TÍTULO	I. De las circunstancias que eximen de responsabilidad criminal	10
—	II. De las circunstancias que atenúan la responsabilidad criminal	12
—	III. De las circunstancias que agravan la responsabilidad criminal	13

SECCION TERCERA.

DE LA RESPONSABILIDAD DE LOS DELINCUENTES.

TÍTULO	I. De los que tienen responsabilidad criminal	14
—	II. De los que tienen responsabilidad civil	18

SECCION CUARTA.

DE LAS PENAS.

TÍTULO	I. De las penas y de su duracion	17
—	II. De los grados y términos en que se dividen las penas	19
—	III. De las penas que llevan consigo otras accesorias.	22

SECCION QUINTA.

DE LA APLICACION DE LAS PENAS.

TÍTULO	I. Disposiciones generales	24
—	II. De la aplicacion de las penas segun las circunstancias que modifican la responsabilidad criminal	26
—	III. De la aplicacion de la pena al reo que quebranta la sentencia	27
—	IV. De la ejecucion de las penas.	28

SECCION SEXTA.

DEL MODO DE HACER EFECTIVA LA RESPONSABILIDAD CIVIL.	32
--	----

SECCION SÉPTIMA.

DE LA PRESCRIPCION EN MATERIA PENAL.	33
--	----

LIBRO SEGUNDO.

De los delitos y de sus penas.

SECCION PRIMERA.

DE LOS DELITOS CONTRA LA RELIGION.	35
--	----

SECCION SEGUNDA.

DE LOS DELITOS CONTRA LA SEGURIDAD EXTERIOR DEL ESTADO.

TÍTULO	I. De los delitos de traicion á la Patria	37
—	II. De los delitos que comprometen la independencia del Estado.	39
—	III. De los delitos contra el derecho de Gentes	40

SECCION TERCERA.

DE LOS DELITOS CONTRA LA SEGURIDAD INTERIOR DEL ESTADO.

TÍTULO	I. De los delitos contra la Constitucion política del Estado	41
—	II. De los delitos de rebelion	42
—	III. De los delitos de sedicion	43
—	IV. De los delitos de motin y asonada	44
—	V. Disposiciones comunes á los tres títulos precedentes	45
—	VI. De los atentados y desacatos contra la autoridad.	47
—	VII. De los delitos contra el ejercicio del sufragio.	48

SECCION CUARTA.

DE LOS DELITOS CONTRA LA SALUBRIDAD PÚBLICA. 50

SECCION QUINTA.

DE LOS DELITOS PECULIARES Á LOS EMPLEADOS PÚBLICOS.

TÍTULO	I. De la usurpacion de autoridad	52
—	II. De los abusos de autoridad	53
—	III. Del prevaricato	55
—	IV. Del cohecho	56
—	V. De la insubordinacion de los empleados públicos é inexactitud en el ejercicio de sus funciones.	56
—	VI. De la infidelidad en la custodia de presos.	58
—	VII. De la infidelidad en la custodia de documentos.	58
—	VIII. De la revelacion de secretos	59
—	IX. De la malversacion de caudales públicos.	60
—	X. De los fraudes y exacciones	62

SECCION SEXTA.

DE LAS FALSEDADES.

TÍTULO	I. De la falsificacion de sellos, firmas y marcas.	63
—	II. De la falsificacion de documentos en general.	64
—	III. De la falsificacion de documentos de crédito.	65
—	IV. De la falsificacion de moneda.	66
—	V. Del falso testimonio.	67
—	VI. Disposiciones generales	68

SECCION SÉPTIMA.

DE LOS DELITOS CONTRA LAS PERSONAS.

TÍTULO	I. Del homicidio	69
—	II. Del infanticidio	71
—	III. Del aborto.	72
—	IV. De las lesiones corporales	72
—	V. Del duelo.	73

SECCION OCTAVA.

DE LOS DELITOS CONTRA LA HONESTIDAD.

TÍTULO	I. Del adulterio.	77
—	II. De la violacion, estupro, raptó y otros delitos.	78

SECCION NOVENA.

DE LOS DELITOS CONTRA EL HONOR.

TÍTULO ÚNICO.	De las injurias y calumnias	80
---------------	---------------------------------------	----

SECCION DÉCIMA.

DE LOS DELITOS CONTRA EL ESTADO CIVIL DE LAS PERSONAS.

TÍTULO	I. De la suposicion de partos y otras usurpaciones del estado civil.	82
—	II. De los matrimonios ilegales	83

SECCION UNDÉCIMA.

DE LOS DELITOS CONTRA LA LIBERTAD Y SEGURIDAD PERSONAL, INVIOLABILIDAD DEL DOMICILIO Y OTRAS GARANTÍAS INDIVIDUALES.

TÍTULO	I. De los atentados contra la libertad.	84
—	II. De la sustraccion de menores	85
—	III. De la violacion del domicilio.	87
—	IV. De las amenazas y coacciones	87
—	V. De la violacion de secretos	88

SECCION DUODÉCIMA.

DE LOS DELITOS CONTRA LA PROPIEDAD PARTICULAR.

TÍTULO	I. De los robos y hurtos	89
—	II. De la usurpacion	91
—	III. De los deudores punibles	92
—	IV. De las estafas y otras defraudaciones	93
—	V. De los incendios y otros estragos	96
—	VI. De los daños.	97
—	VII. De los juegos y rifas	98
—	VIII. Disposiciones generales	99

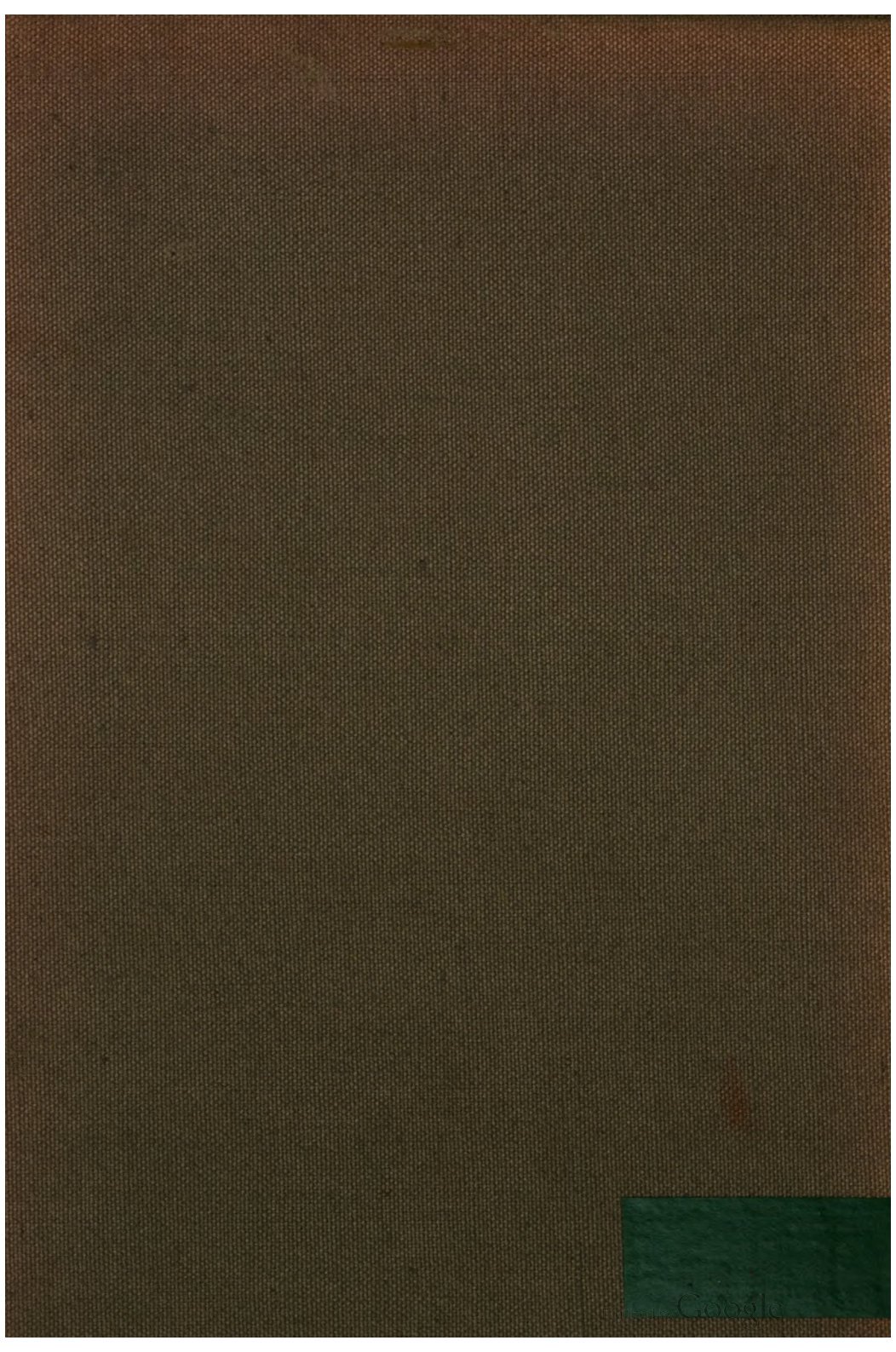
LIBRO TERCERO.

De las faltas y de sus penas.

TÍTULO	I. De las faltas contra la religion	101
—	II. De las faltas contra la moral	101
—	III. De las faltas contra la seguridad y orden público.	102
—	IV. De las faltas contra el aseo y ornato público.	103
—	V. De las faltas contra la salubridad pública	103
—	VI. De los daños leves	105
—	VII. De las lesiones é injurias leves	105
—	VIII. Disposiciones comunes á las faltas	106

FIN.

wrong numbering of this page, but matter appears to be complete.
See above
4/8/15



Digitized by Google